

Commune de
BARNAS

Mairie – 07 330

***MISE A JOUR DU
ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT***

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Dressé par le Bureau d'Etudes
IATE

Le

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal
du

Le Maire



SOMMAIRE

| | | |
|-------------|--|-----------|
| I. | OBJET DU PRESENT ZONAGE D'ASSAINISSEMENT | 2 |
| I.1 | DEMARCHE DE LA COMMUNE DE BARNAS | 2 |
| I.2 | ÉVOLUTION DE LA NOTION D'ASSAINISSEMENT AUTONOME OU "ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF" | 2 |
| I.3 | L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT | 3 |
| II. | ANALYSE DE L'EXISTANT | 4 |
| II.1 | CONTEXTE ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 4 |
| II.2 | CONTEXTE ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (AUTONOME) | 6 |
| II.3 | COLLECTE DES EAUX PLUVIALES | 7 |
| III. | ÉTUDE DES SOLUTIONS « ASSAINISSEMENT AUTONOME » | 8 |
| III.1 | PERIMETRE D'ÉTUDE | 8 |
| III.2 | BILAN DES ÉTUDES DE SOL ET DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT AUTONOME PROPOSÉS | 8 |
| IV. | ÉTUDE DES SOLUTIONS « ASSAINISSEMENT COLLECTIF » | 13 |
| IV.1 | SCÉNARIOS ÉTUDIÉS | 13 |
| | ZONAGE D'ASSAINISSEMENT : LE CHOIX DES ÉLUS | 14 |
| V. | ASPECT FINANCIER : REPARTITION DES DÉPENSES | 15 |
| V.1 | COUT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 15 |
| V.2 | COUT DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME | 18 |
| VI. | OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS | 19 |
| VI.1 | ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT | 19 |
| VI.2 | ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF EN EXTENSION | 19 |
| VI.3 | CONTROLE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT AUTONOME | 20 |
| VI.4 | OBLIGATIONS DES PARTICULIERS | 21 |
| VII. | ANNEXES | 22 |

I. OBJET DU PRESENT ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

I.1 Démarche de la commune de BARNAS

En 2005, dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de BARNAS avait lancé une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire. Cette démarche s'inscrivait dans le cadre réglementaire de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales :

Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux collectées.

Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,

Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent risque de nuire gravement au milieu récepteur ».

Les travaux prévus dans ce premier document n'avaient pas pu être mis en œuvre compte tenu de leur coût. En 2015, la commune de Barnas avait mis à jour son Schéma Général d'Assainissement et son zonage afin de proposer une solution viable en matière d'assainissement collectif pour son territoire. Ainsi, en 2016 la station d'épuration présente au centre bourg au niveau du camping a été réhabilitée afin de pouvoir accueillir et traiter correctement les eaux usées d'une partie du village. Cette unité de traitement de type décanteur/digesteur et filtres à sable vertical drainés d'une capacité nominale de 120 E.H pourrait aujourd'hui accueillir quelques raccordements supplémentaires.

Il est donc prévu de raccorder 7 logements supplémentaires, situés en amont immédiat du camping, ne comportant pas de système d'assainissement non collectif aux normes. Ces logements ne disposent pas de terrain permettant la réalisation de travaux de mise aux normes de système d'assainissement non collectif. Il est donc impératif de les raccorder au réseau d'assainissement collectif compte tenu de sa présence à proximité.

Pour cela, avant de réaliser ces travaux de raccordement, la collectivité souhaite mettre à jour son Schéma Général d'Assainissement afin de modifier sa carte de zonage d'assainissement et notamment le périmètre des parcelles classées en zone d'assainissement collectif.

I.2 Évolution de la notion d'assainissement autonome ou "assainissement non collectif"

A ce jour, la réglementation impose la réalisation :

d'une fosse toutes eaux qui assure le prétraitement de l'ensemble des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères)

d'un épandage souterrain dans le sol en place ou dans un sol reconstitué (sable) qui assure l'épuration et l'évacuation des effluents par infiltration dans le sol.

Le présent zonage d'assainissement a permis de déterminer pour chaque secteur de la commune étudié, la filière d'assainissement autonome adaptée.

I.3 L'enquête publique sur le zonage d'assainissement

Le zonage d'assainissement mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire, découpé en zones auxquelles sont attribuées des modes d'assainissement. Ce zonage est soumis à enquête publique.

L'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

Le dossier d'enquête publique a été réalisé grâce au concours du bureau d'études IATE. Il est constitué :

Du présent mémoire explicatif,

De la nouvelle carte de zonage de l'assainissement.

II. ANALYSE DE L'EXISTANT

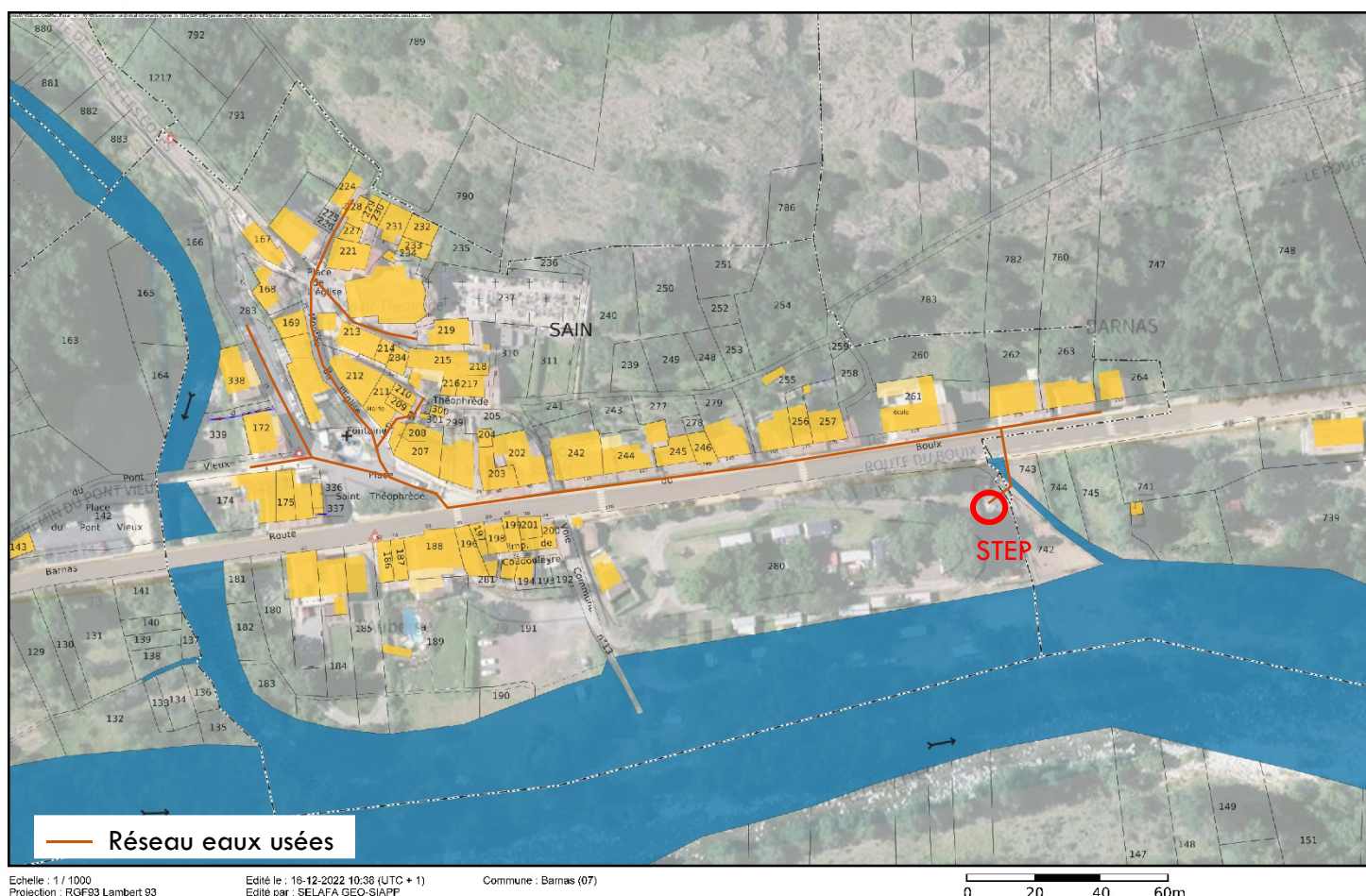
La commune de BARNAS compte 206 habitants permanents (recensement 2019) et plus du double en été. On dénombre 108 résidences principales et 147 secondaires. L'habitat se répartit le long de la RN 102 qui relie le Puy à Aubenas (Bouix, Bernardon, St Théophrède, BARNAS Haut, Lamothe) et quelques hameaux plus isolés (Le Bruc, Lafarre, Ayvides...).

La commune abrite trois exploitants agricoles (plantes, maraîchage, brebis) et quelques commerces (garagiste, station essence). L'activité principale est le tourisme (baignade, pêche, randonnée pédestre...) avec un camping municipal de 50 emplacements, un hôtel restaurant, un snack et des gîtes.

La commune est traversée par la rivière Ardèche d'Ouest en Est.

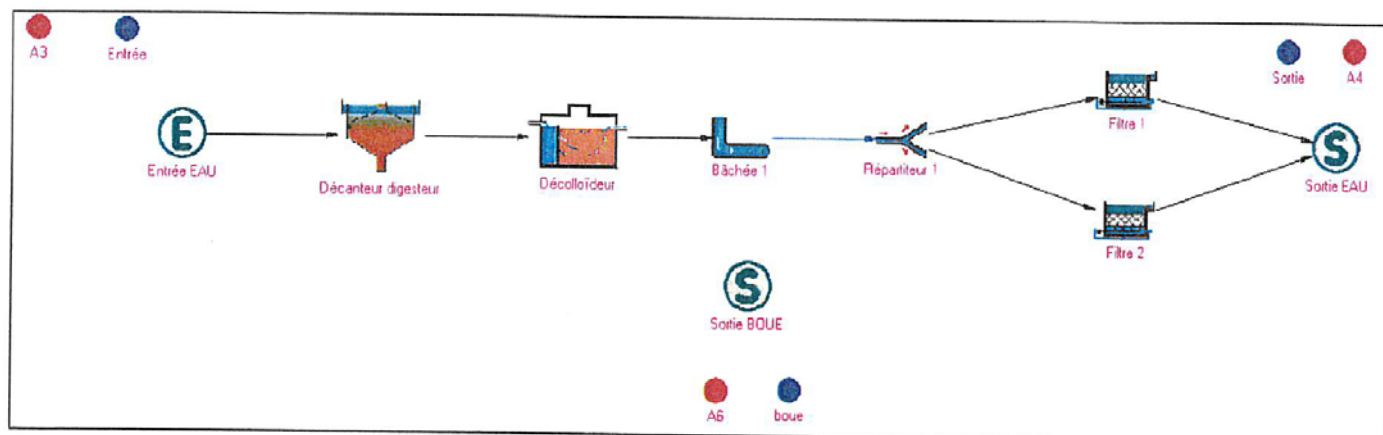
II.1 Contexte actuel de l'assainissement collectif

En 2016 une station d'épuration de type Décanteur/Digesteur et filtres à sable vertical drainé d'une capacité nominale de 120 E.H a été mise en œuvre à l'aval immédiat du camping municipal. En 2017, un réseau d'eaux usées de type séparatif en PVC Ø200 mm a été réalisé au centre village conformément au zonage du schéma général d'assainissement. (Cf illustration ci-dessous)



Plan de principe du réseau d'eaux usées de la commune de Barnas

L'unité de traitement est équipée d'un décanteur/digester de 30 m³ datant de 1990. La station a été complétée en 2016 par un ouvrage de bâchées alimentant deux filtres à sable de 120 m² chacun.



Extrait du rapport du SATESE 07 – Synoptique de l'unité de traitement

Le fonctionnement du décanteur/digester est basé sur l'activité d'une biomasse bactérienne. L'ouvrage permet la digestion et la fermentation des matières organiques et des matières en suspension. Des gaz se produisent lors de ces phénomènes. Il est important de remuer régulièrement la surface de l'ouvrage pour permettre à ces gaz de s'en échapper. Les boues accumulées au fond de l'ouvrage doivent être évacuée régulièrement, une fois par an avant la saison estivale.

A la suite de ce décanteur/digester, un ouvrage de bâchées vient alimenter deux filtres à sable. Cette chasse permet une bonne répartition de l'effluent dans les filtres.

Les filtres à sable finalisent la filière. Ils doivent être utilisés par alternance : 1 fois par semaine en saison estivale et 1 fois par mois hors saison afin d'éviter le colmatage. Ces filtres sont perméables, il n'y a aucun rejet en sortie des drains.

Capacité de la STEP et raccordements actuels :

35 logements sont actuellement raccordés ainsi qu'un bloc sanitaire du camping (50 emplacements). Le camping fonctionne d'avril à octobre avec un période de pointe en juillet/août. Seule une dizaine des logements raccordés sont des résidences principales.

A partir des consommations d'eau nous pouvons définir les quantités d'eaux usées rejetées vers la STEP. Ainsi, il apparaît que la consommation annuelle en eau de ces logements soit d'environ 900 m³. En prenant en compte une variation de la consommation entre la période estivale et le reste de l'année, nous arrivons à un volume journalier d'eaux usées en entrée de station :

- d'environ 1,5 m³/j d'octobre à mai soit 10 E.H (soit moins de 10 % de la capacité de la STEP)
- d'environ 5 m³/j de juin à septembre soit 33 E.H (soit un peu plus d'1/4 de la capacité de la STEP)

Il apparaît donc que la commune dispose d'un crédit conséquent pour raccorder des nouveaux logements. **Ce crédit peut être évalué à au moins 80 E.H.**

II.2 Contexte actuel de l'assainissement non collectif (autonome)

Une enquête avait été réalisée en 2003 par envoi d'un questionnaire aux habitants de la commune. 60% des questionnaires ont été retournés en Mairie, ce qui correspond à 150 logements.

Les conclusions étaient les suivantes :

7 % des dispositifs seraient complets mais sous dimensionnés.

8 % des dispositifs seraient complets (prétraitement suivi de tranchées d'infiltration) et pourraient être conformes sous réserve d'une bonne aptitude des sols à l'assainissement autonome.

15 % des questionnaires ne sont pas suffisamment complets pour donner un avis.

70 % des systèmes d'assainissement sont non conformes. On dénombre 21% de rejets des eaux usées dans le milieu naturel avec ou sans prétraitement et 48% de puits perdus, système non autorisé. Les rejets d'eaux usées dans le milieu naturel concernent Barnas Haut, St Théophrède et Lamothe

Dans la majorité, les usagers sont satisfaits de leur assainissement autonome.

L'entretien de la fosse septique et des bacs à graisses n'est pas réalisé régulièrement ; la réglementation conseille une vidange de la fosse adaptée à la hauteur de boues et un nettoyage du bac à graisses deux fois par an.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le SPANC a été mis en place sur le territoire communal de Barnas. Ce service a permis :

En 2012 :

233 dispositifs d'assainissement sur le territoire communal

18 dispositifs conformes

82 dispositifs non conformes,

133 dispositifs conformes avec contre visite,

Remarque : la majeure partie des dispositifs non conformes sont situés au niveau du centre village (St-Théophrède).

En 2014 juste avant la mise en place de l'assainissement collectif :

235 dispositifs d'assainissement sur le territoire communal

42 dispositifs conformes

63 dispositifs non conformes

130 dispositifs conformes avec contre visite

Remarque : entre 2012 et 2014, 26 particuliers ont bénéficié des aides de l'agence de l'Eau RMC pour réhabiliter leur dispositif d'assainissement.

Aujourd'hui en 2022 : avec depuis 2017 la mise en place de l'assainissement collectif.

203 dispositifs d'assainissement sur le territoire communal

55 dispositifs conformes.

148 dispositifs non conformes.

II.3 Collecte des eaux pluviales

En ce qui concerne les eaux pluviales, le taux d'imperméabilisation sur la commune reste faible en dehors des zones où l'habitat est concentré.

Type d'écoulement : talwegs, fossés, petits ruisseaux, écoulement diffus,...

Les écoulements naturels d'eaux pluviales s'effectuent dans les nombreux talwegs du territoire communal. Le réseau hydrographique est dense et bien hiérarchisé.

Seul le centre-bourg dispose d'un réseau de collecte des eaux pluviales.

Les rejets qui se font dans le milieu naturel finissent dans l'Ardèche.

Etant donné qu'il n'existe pas de problèmes particuliers, compte tenu du faible potentiel de développement de la commune et du contexte rural, il n'y a pas besoin de mettre en place des systèmes de gestion des eaux pluviales ou des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à l'heure actuelle

En revanche, si le village (peu urbanisé à l'heure actuelle), venait à se densifier, une extension du réseau EP ou un nouveau réseau et un mode de gestion de ces EP à proprement parler (techniques alternatives - rétention infiltration) devront être mis en place afin d'éviter des inondations par ruissellement des habitations présentes en bordure de la RN 102.

III. ÉTUDE DES SOLUTIONS « ASSAINISSEMENT AUTONOME »

La réalisation d'un dispositif d'un assainissement autonome dépend des contraintes d'urbanisme (forme, taille, occupation de la parcelle et localisation des constructions voisines). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, différentes contraintes, liées à la nature des sols, doivent être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement.

III.1 Périmètre d'étude

Le périmètre d'étude a été défini en concertation avec la Mairie. Il correspond aux secteurs urbanisés et urbanisables de la commune :

L'Hubac d'e Lafarre

Lamothe

Barnas Haut

St Théophrède

Bernardon

Le Bouix

Le Bruc

Les Ayvides

Les Terrasses

Coustariou

III.2 Bilan des études de sol et dispositifs d'assainissement autonome proposés

Des visites de terrains, sondages à la tarière et à la mini-pelle et essais d'infiltration sur des parcelles échantillons ont permis de dresser les cartes des observations de terrain et des contraintes (cf. rapport du schéma d'assainissement disponible en Mairie).

Sur la commune de BARNAS, les principales contraintes à l'assainissement autonome sont la pente des terrains, l'épaisseur de sol et la perméabilité des sols.

Tableaux de synthèse des filières autorisées dans chaque secteur et estimation des coûts

| Secteur | Formation géologique | Appréciation générale de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome | Filières a priori adaptées | Dimensionnement (selon circulaire du 22 mai 97) | Emprise de l'épandage * | Estimation du coût (€HT) |
|-------------------------------|---|--|--|--|-------------------------|---|
| L'Hubac de Lafarre (zone 1) | Micaschistes, gneiss et quartzites | - Profondeur du rocher variable (terrasses) - Pente > 10 % - Perméabilité bonne (K = 120 mm/h) | Tranchées d'infiltration adaptées aux terrasses | 45 ml (jusqu'à 5 pièces principales) 9 ml (par pièce principale supplémentaire) | 380 à 410 m² | 2900 à 3500 €HT |
| L'Hubac de Lafarre (zone 2) | Micaschistes, gneiss et quartzites | Aucune mesure n'ayant été faite il faut extrapoler les résultats trouvés dans la zone 1 (même géologie). - Perméabilité bonne - Profondeur du rocher inconnue | Tranchées d'infiltration adaptées aux terrasses (si épaisseur de sol suffisante) | 45 ml (jusqu'à 5 pièces principales) 9 ml (par pièce principale supplémentaire) | 380 à 410 m² | 2900 à 3500 €HT |
| Lamothe (zone 1) | Alluvions | - Pente 0 % < P < 10 % - Rocher moyennement profond - Perméabilité bonne (K=50 mm/h) | Tranchées d'infiltration | 45 ml (jusqu'à 5 pièces principales) 9 ml (par pièce principale supplémentaire) | 380 à 410 m² | 2900 à 3500 €HT |
| Lamothe (zone 2) | Alluvions | - Pente > 10 % (terrasses) - Profondeur du rocher variable (terrasses) - Perméabilité faible (K=8 mm/h) | Tranchées d'infiltration fortement surdimensionnées adaptées à la pente | 60 m² ou 120 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 15 m² ou 30 ml (par pièce principale supplémentaire) | 870 à 920 m² | 5000 à 5700 €HT |
| Barnas Haut (zone 1) | Nébulites à cordièrites | - Rocher peu à assez profond - Pente variable - Perméabilité bonne (K = 40 mm/h) | <u>Rocher à moins de 0,8 m :</u> Tertre d'infiltration adapté à la pente ou lit filtrant non drainé | 60 m² à la base (jusqu'à 5 pièces principales) + 20 m² à la base (par pièce principale supplémentaire) | 320 à 400 m² | 4500 à 5600 € Poste de relevage en sus |
| | | | <u>Rocher entre 0,8 m et 1 m :</u> Tranchées d'infiltration à faible profondeur | 35 m² ou 50 ml sur 70 cm de large (jusqu'à 5 pièces principales) + 12 m² ou 17 ml par pièce principale supplémentaire | 580 à 800 m² | 3800 à 4600 €HT |
| | | | <u>Rocher à plus de 1 m :</u> Tranchées d'infiltration à faible profondeur | 25 m² ou 50 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 8 m² ou 16 ml (par pièce principale supplémentaire) | 500 à 680 m² | 3300 à 4100 €HT |
| Barnas Haut (zone 2) | Alluvions | Aucune mesure n'ayant été faite il faut extrapoler les résultats trouvés à St Théophrède (même géologie). - Perméabilité médiocre (K environ 17 mm/h) - Epaisseur de sol variable sur alluvions (galets) Nous recommandons néanmoins la réalisation d'une étude à la parcelle avant la réalisation de chaque dispositif | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées | 40 m² ou 80 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 13 m² ou 26 ml (par pièce principale supplémentaire) | 550 à 720 m² | 3000 à 3700 €HT |
| St Théophrède | Alluvions | - Epaisseur de sol variable sur alluvions (galets) - Pente entre 2 et 10 % - Perméabilité moyenne (K= 17mm/h) | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées | 40 m² ou 80 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 13 m² ou 26 ml (par pièce principale supplémentaire) | 550 à 720 m² | 3000 à 3700 €HT |
| Bernardon – Le Bouix (zone 1) | Alluvions | Aucune mesure n'ayant été faite il faut extrapoler les résultats trouvés à St Théophrède (même géologie). - Perméabilité moyenne - Epaisseur de sol variable sur alluvions (galets) Nous recommandons néanmoins la réalisation d'une étude à la parcelle avant la réalisation de chaque dispositif | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées | 40 m² ou 80 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 13 m² ou 26 ml (par pièce principale supplémentaire) | 550 à 720 m² | 3000 à 3700 €HT |
| Bernardon – Le Bouix (zone 2) | Nébulites et agmatites à cordièrites de roches de la série quartzofeldspathique | - Rocher de profondeur variable (terrasses) - Pente entre 2 et plus de 10 % mais aménagement en terrasses - Perméabilité faible (K= 7mm/h) | Tranchées d'infiltration fortement surdimensionnées adaptées à la pente | 60 m² ou 120 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 15 m² ou 30 ml (par pièce principale supplémentaire) | 870 à 920 m² | 5000 à 5700 €HT |

Remarques :

- Les tranchées d'infiltration peuvent être remplacées par un lit d'infiltration (1 seule fouille) lorsque la perméabilité des sols est forte (supérieure à 50 mm/h), si le terrain est plat. Pour en connaître le dimensionnement, vous reporter au rapport de l'étude : phase 2, paragraphe IV.2.4).
- Le tertre est difficile à mettre en œuvre et nécessite une étude préalable géotechnique. Il peut quelquefois être remplacé par un lit filtrant non drainé enterré, plus facile à mettre en œuvre, lorsqu'il est possible de creuser.
- Lorsque les sols sont inaptes à l'assainissement autonome ou en cas de manque de place, il est possible de mettre en œuvre le « lit filtrant drainé » qui nécessite un rejet des effluents épurés vers le milieu hydraulique superficiel (autorisation exceptionnelle délivrée par la Mairie).
- La filière « lit filtrant drainé » ne sera autorisée que pour le remplissage de « dents creuses » au sein des hameaux déjà constitués.
- L'étude des sols a permis de déterminer, a priori, quel type d'assainissement autonome peut être mis en œuvre dans chaque zone. Toutefois, compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des sols, il est fortement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.
- Si l'étude de sol à la parcelle montre une bonne perméabilité des terrains, le dimensionnement du dispositif d'assainissement autonome pourra être calculé plus précisément : tranchées d'infiltration moins longues, lit filtrant non drainé d'une surface moindre...

La mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement pour un regroupement d'habitations ou une activité diverse devra faire l'objet d'une étude particulière qui justifiera les bases de conception, implantation, dimensionnement... de ces dispositifs ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet. L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles (cf. tableau ci-dessus), soit des techniques mises en œuvre pour l'assainissement collectif.

* surface à prévoir en aval de l'habitation, y compris recul par rapport aux limites de propriété, pour une habitation de 5 pièces principales

| Secteur | Formation géologique | Appréciation générale de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome | Filières a priori adaptées | Dimensionnement | Emprise de l'épandage * | Estimation du coût (€HT) |
|-------------------------------|--|---|---|--|--------------------------|--|
| Bernardon – Le Bouix (zone 3) | Alluvions | Aucune mesure n'ayant été faite il faut extrapoler les résultats trouvés aux alentours (même géologie). - Perméabilité moyenne - Epaisseur de sol variable sur alluvions (galets) Nous recommandons néanmoins la réalisation d'une étude à la parcelle avant la réalisation de chaque dispositif | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées | 40 m ² ou 80 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 13 m ² ou 26 ml (par pièce principale supplémentaire) | 550 à 720 m ² | 3000 à 3700 €HT |
| Le Bruc (zone 1) | Migmatites hétérogènes | - Rocher moyennement profond (environ 1 m) - Pente entre 2 et 10 % - Perméabilité faible (K= 6 mm/h) | <u>Surface suffisante :</u> Tranchées d'infiltration très surdimensionnées adaptées à la pente | 60 m ² ou 120 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 15 m ² ou 30 ml (par pièce principale supplémentaire) | 870 à 920 m ² | 5000 à 5700 €HT |
| | | | <u>Surface insuffisante :</u> Lit filtrant drainé avec rejet | 25 m ² (jusqu'à 5 pièces principales) + 5 m ² (par pièce principale supplémentaire) | 225 à 250 m ² | 5200 à 6300 €HT + canalisation de rejet |
| Le Bruc (zone 2) | Migmatites hétérogènes | - Rocher peu profond - Pente à plus de 10 % - Perméabilité sans doute faible (extrapolation de la mesure faite en zone 1) - Zone de sources Nous recommandons néanmoins la réalisation d'une étude à la parcelle avant la réalisation de chaque dispositif | Lit filtrant drainé avec rejet | 25 m ² (jusqu'à 5 pièces principales) + 5 m ² (par pièce principale supplémentaire) | 225 à 250 m ² | 5200 à 6300 €HT + canalisation de rejet |
| Le Bruc (zone 3) | Migmatites hétérogènes ou leptynites | - Epaisseur de sol variable (terrasses) mais suffisante - Perméabilité bonne (K= 68 mm/h) - Pente moyenne à forte mais aménagée en terrasses | Tranchées d'infiltration adaptées aux terrasses | 45 ml (jusqu'à 5 pièces principales) 9 ml (par pièce principale supplémentaire) | 380 à 410 m ² | 2900 à 3500 €HT |
| Le Bruc (zone 4) | Migmatites hétérogènes | - Pente très forte - Rocher peu profond Aucune mesure n'ayant été faite nous recommandons la réalisation d'une étude à la parcelle avant la réalisation de chaque dispositif | Dépend des résultats de l'étude mais a priori : Lit filtrant drainé avec rejet | 25 m ² (jusqu'à 5 pièces principales) + 5 m ² (par pièce principale supplémentaire) | 225 à 250 m ² | 5200 à 6300 €HT + canalisation de rejet |
| Les Ayvides | Alluvions | - Epaisseur de sol variable (terrasses) mais suffisante - Perméabilité moyenne (K= 27 mm/h) - Pente moyenne à forte mais aménagée en terrasses | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées adaptées à la pente | 25 m ² ou 50 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 8 m ² ou 16 ml (par pièce principale supplémentaire) | 500 à 680 m ² | 3300 à 4100 €HT |
| Les Terrasses | Alluvions (vers le ruisseau) et migmatites hétérogènes (au niveau des habitations) | - Epaisseur de sol variable (terrasses) mais suffisante - Perméabilité moyenne (K= 31 mm/h) - Pente moyenne à forte mais aménagée en terrasses | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées adaptées à la pente | 25 m ² ou 50 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 8 m ² ou 16 ml (par pièce principale supplémentaire) | 500 à 680 m ² | 3300 à 4100 €HT |
| Coustariou | Migmatites hétérogènes | - Epaisseur de sol suffisante (R> 1,50 m) - Perméabilité médiocre (K= 11 mm/h) - Pente faible | Tranchées d'infiltration légèrement surdimensionnées | 40 m ² ou 80 ml (jusqu'à 5 pièces principales) + 13 m ² ou 26 ml (par pièce principale supplémentaire) | 550 à 720 m ² | 3000 à 3700 €HT |

Remarques :

- Les tranchées d'infiltration peuvent être remplacées par un lit d'infiltration (1 seule fouille) lorsque la perméabilité des sols est forte (supérieure à 50 mm/h), si le terrain est plat. Pour en connaître le dimensionnement, vous reporter au rapport de l'étude : phase 2, paragraphe IV.2.4).
- Le tertre est difficile à mettre en œuvre et nécessite une étude préalable géotechnique. Il peut quelquefois être remplacé par un lit filtrant non drainé enterré, plus facile à mettre en œuvre, lorsqu'il est possible de creuser.
- Lorsque les sols sont inaptes à l'assainissement autonome ou en cas de manque de place, il est possible de mettre en œuvre le « lit filtrant drainé » qui nécessite un rejet des effluents épurés vers le milieu hydraulique superficiel (autorisation exceptionnelle délivrée par la Mairie).
- La filière « lit filtrant drainé » ne sera autorisée que pour le remplissage de « dents creuses » au sein des hameaux déjà constitués.
- L'étude des sols a permis de déterminer, a priori, quel type d'assainissement autonome peut être mis en œuvre dans chaque zone. Toutefois, compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des sols, il est **fortement** conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.
- Si l'étude de sol à la parcelle montre une bonne perméabilité des terrains, le dimensionnement du dispositif d'assainissement autonome pourra être calculé plus précisément : tranchées d'infiltration moins longues, lit filtrant non drainé d'une surface moindre...

La mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement pour un regroupement d'habitations ou une activité diverse devra faire l'objet d'une étude particulière qui justifiera les bases de conception, implantation, dimensionnement... de ces dispositifs ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet. L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles (cf. tableau ci-dessus), soit des techniques mises en œuvre pour l'assainissement collectif.

* surface à prévoir en aval de l'habitation, y compris recul par rapport aux limites de propriété, pour une habitation de 5 pièces principales

Nous proposons les solutions suivantes :

Pour les terrains en pente aménagés en terrasses où l'épaisseur de sol est suffisante et la perméabilité suffisante => tranchées d'infiltration adaptées aux terrasses, dimensionnées en fonction de la perméabilité des sols

Pour les terrains en pente aménagés en terrasses où le rocher est peu profond (entre 0,8 et 1 m) et la perméabilité suffisante => tranchées d'infiltration très peu profondes (dispositif dérogatoire) adaptées aux terrasses, dimensionnées en fonction de la perméabilité des sols

Pour les terrains en pente (5 à 10 %) où le rocher est très peu profond (< 0,8 m) => tertre adapté à la pente, ou lit filtrant non drainé, si le terrassement est possible. Attention à la stabilité de l'ouvrage et des terrains.

Pour les terrains où les sols sont imperméables => lit filtrant drainé* avec rejet

Pour les terrains hydromorphes (écoulements d'eau souterrains) => tertre d'infiltration ou tertre drainé

Dans le cas où le particulier ne disposerait pas d'une surface suffisante pour réaliser les filières d'épandage citées ci-dessus, il est possible de mettre en place un lit filtrant drainé* suivi d'un rejet vers le milieu hydraulique superficiel.

*La préconisation de cette filière doit concerner uniquement les réhabilitations de maisons existantes ou le remplissage de « dents creuses » au sein de hameaux déjà constitués ; en aucun cas l'extension notable d'un hameau doit reposer sur ce type de filière. Le lit filtrant à massif de zéolithe ne sera mis en œuvre que dans les cas les plus extrêmes en terme de foncier disponible.

Superficie nécessaire pour l'assainissement autonome

Pour les futurs permis en zone d'assainissement autonome, nous recommandons de prévoir une surface minimale en aval de l'habitation pour réaliser le dispositif d'épandage de :

| Tranchées d'infiltration traditionnelles (0.5 m de largeur) | | | Tranchées d'infiltration peu profondes (0.7 m de largeur) | | |
|---|--|---|---|--|---|
| Longueur (ml) | Terrain à prévoir : plat (m ²) | Terrain à prévoir : pente (m ²) | Longueur (ml) | Terrain à prévoir : plat (m ²) | Terrain à prévoir : pente (m ²) |
| 45 | 200 à 230 | 380 à 410 | 45 | 210 à 240 | 380 à 410 |
| 50 | 230 à 300 | 480 à 580 | 50 | 240 à 310 | 490 à 580 |
| 80 | 300 à 370 | 630 à 730 | 80 | 320 à 380 | 650 à 740 |
| 100 | 350 à 390 | 740 à 795 | 100 | 370 à 410 | 770 à 810 |
| 120 | 400 à 450 | 840 à 920 | 120 | 420 à 480 | 870 à 940 |

| Filtre à sable non drainé 25 m ² | | Tertre | | |
|---|--|-------------------|---|--|
| Terrain à prévoir : plat (m ²) | Terrain à prévoir : pente (m ²) | Surface tertre | Terrain à prévoir : plat (m ²) | Terrain à prévoir : pente (m ²) |
| 143 | 220 | 60 m ² | 180 à 240 | 270 à 360 |
| | | 90 m ² | 270 à 290 | 380 à 420 |

Remarque importante : L'étude des sols a permis de déterminer, a priori, quel type d'assainissement autonome peut être mis en œuvre dans chaque zone. Toutefois, compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des sols, il est fortement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.

Pour réaliser les dispositifs d'assainissement autonome, on respectera les règles de mise en œuvre et de dimensionnement définies dans :

1. Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 et la circulaire du 22 mai 1997
2. Le DTU 64.1 d'août 2013

IV. ÉTUDE DES SOLUTIONS « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »

Pour une bonne compréhension du dossier nous reprenons les scénarios qui avaient été étudiés lors du premier schéma puis la solution retenue en 2015.

IV.1 Scénarios étudiés

Etude de la faisabilité de l'assainissement collectif

Nous avons étudié la faisabilité de l'assainissement collectif au niveau des hameaux situés en fond de vallée, sur les bords de l'Ardèche: Bouix, St Théophrède, Barnas Haut et Lamothe.

Deux secteurs géographiques ont été ciblés en fonction des hameaux que l'on veut raccorder.

Le secteur 1 correspond au hameau le BOUIX.

Le secteur 2 correspond au camping au niveau de St-THEOPHREDE.

Implantation de la STEP au hameau du BOUIX :

Deux emplacements sont proposés au niveau de ce hameau avec comme point commun la faible surface disponible.

| Emplacement | Surface approximative disponible | Avantages | Inconvénients |
|--------------------------------|--|--|---|
| Site 1 Parcelle 697-698 ou 702 | Parcelle 697-698 : 2000 m ² Parcelle 702 : 2300 m ² | Pas de poste de refoulement nécessaire - Solution moins onéreuse | Nécessité de protéger le site des inondations |
| Site 2 Parcelle 170 | 3100 m ² | Site plus éloigné que le site n°1 | Poste de refoulement nécessaire Solution plus onéreuse |

Implantation de la STEP au niveau du camping :

Le site où sera réalisée l'unité de traitement se situe au fond du camping, en bordure de l'Ardèche. Si nécessaire, les parcelles 742, 743 et 744 section B pourront être utilisées.

Différents scénarios ont été proposés selon l'extension du réseau d'assainissement :

| Scénario | Lieux-dits raccordés | Dimensionnement de la station d'épuration |
|----------|---|---|
| 1 | Bouix + St Théophrède + Barnas Haut + Lamothe (site 2 pour la station d'épuration) | 600 EH |
| 2 | Bouix + St Théophrède + Barnas Haut (site 2 pour la station d'épuration) | 450 EH |
| 3 | Bouix + St Théophrède (site 2 pour la station d'épuration) | 350 EH |
| 4 | St Théophrède + camping | 120 à 180 EH |
| 5 | Bouix (site 1) | 150 EH |
| 6 | Bouix (site 2) | 150 EH |

Zonage d'assainissement : le choix des élus

En 2005 il avait été retenu le scénario 1 : raccordement de l'ensemble des hameaux en fond de vallée et création d'une STEP de 600 EH. Ce scénario était phasé :

Phase 1 à court et moyen terme :

- Collecte des hameaux de Bouix, St Théophrède et Barnas Haut
- Construction d'une station d'épuration 450 EH

Ces travaux devaient faire l'objet de plusieurs tranches en fonction des subventions accordées et des moyens financiers dont disposera la commune chaque année. Ces travaux devaient être réalisés en parallèle à l'aménagement de traverse de la RN102.

Phase 2 à long terme :

- Collecte du quartier de Lamothe
- Augmentation de la capacité de la station d'épuration à 600 EH

En 2015, dans le cadre de la mise à jour du Schéma Général d'Assainissement, le scénario retenu n'était plus le 1 mais le 4 : raccordement du village (St-Théophrède et du camping municipal avec création d'une unité de traitement d'une capacité de 120 EH avec une possibilité d'évolution à 180 EH.

En effet, il était apparu assez rapidement que les choix retenus en 2005 ne seraient pas réalisables par la collectivité compte tenu de leur impact économique.

Les raisons de ce choix en 2015

Lorsqu'il avait été fait une analyse comparative des différents scénarii proposés en prenant en compte l'aspect financier et l'aspect environnemental, il était ressorti que le scénario le plus compatible était le n°4 : raccordement du Village St-Théophrède et du camping municipal.

Ainsi, les élus avaient décidé de classer le secteur St Théophrède et le camping en assainissement collectif. En effet, il s'agissait du secteur où l'habitat était le plus dense et où il y avait peu de terrain pour la réalisation d'un assainissement autonome conforme. Ce choix avait été, bien évidemment, également en grande partie dicté par la prise en compte du paramètre économique.

Arrêter un projet de zonage n'a d'intérêt que lorsqu'il peut être réalisé.

En 2022, compte tenu de la capacité nominale de la station d'épuration (120 E.H) et étant donné que les raccordements actuels génèrent seulement une pollution estimée à un peu moins de 40 E.H. il est possible de raccorder 7 logements supplémentaires estimés à environ 20 à 25 E.H. ce projet d'extension du réseau d'eaux usées permet de conserver un crédit de raccordement notamment pour le camping.

Le zonage d'assainissement retenu par les élus est donc le suivant (cf. plan)

Le zonage d'assainissement projeté est donc le suivant :

- Assainissement collectif projeté : quartier St Théophrède et le camping
- Assainissement non collectif : le reste du territoire communal

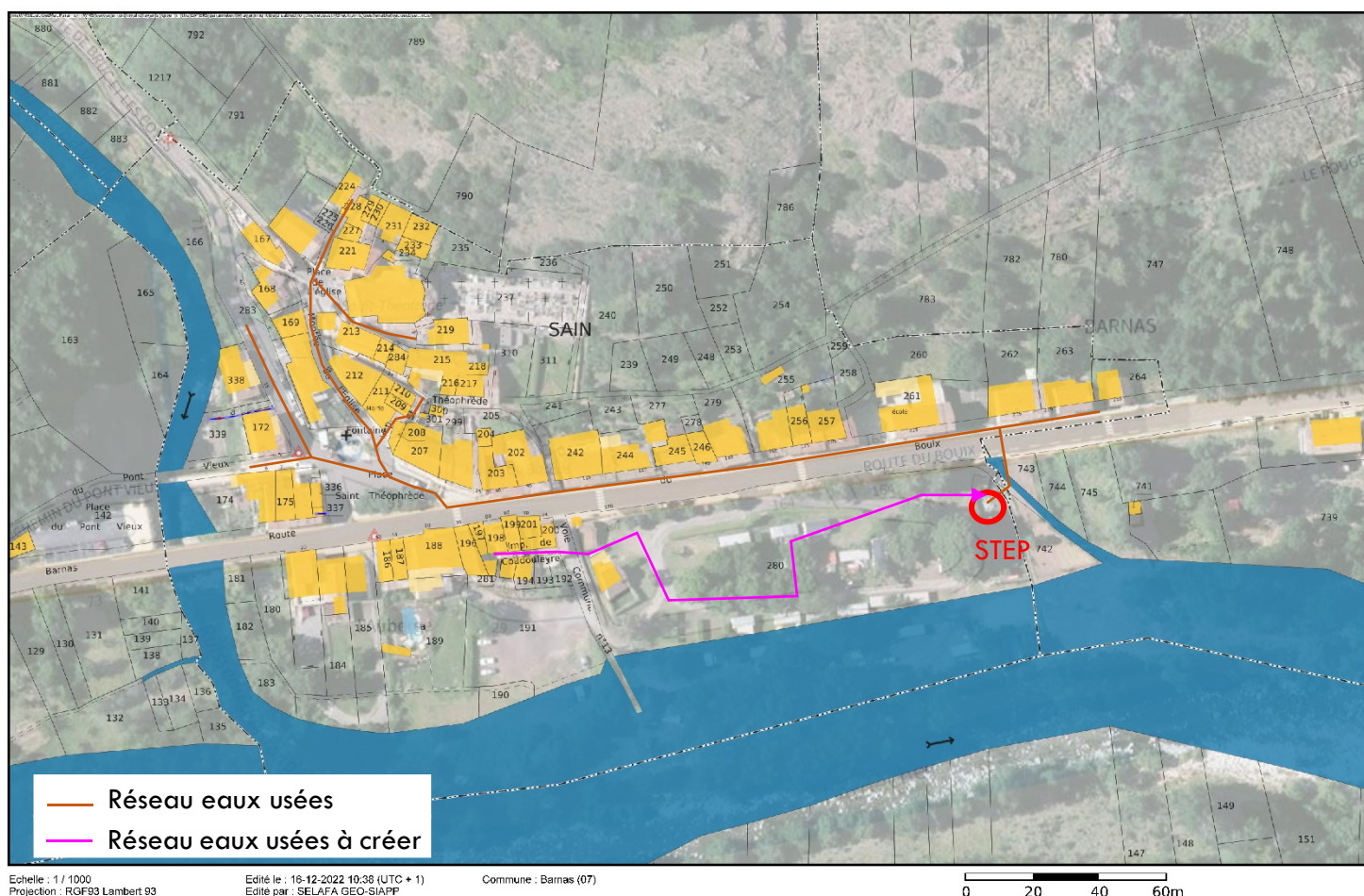
V. ASPECT FINANCIER : REPARTITION DES DEPENSES

V.1 Coût de l'assainissement collectif

Estimation des dépenses pour le scénario d'assainissement retenu dans le cadre du projet d'extension :

Création d'une nouvelle antenne qui traversera le camping en PVC CR8 Ø200 mm sur 150 ml et d'une antenne qui collectera les logements en PVC CR8 Ø160 mm sur 30 ml. Le coût de cette extension de réseau est estimé à environ 55 000€ HT.

La commune peut obtenir des subventions de la part des financeurs publics pour réaliser ces travaux.



Plan de principe de l'extension du réseau d'eaux usées de la commune de Barnas

Financement de l'assainissement collectif :

Selon l'article L.2224-7 du Code général des Collectivités Territoriales, les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif (investissement, entretien, renouvellement...).

Les services publics d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial (art. L.2224-11). A savoir que les différentes dépenses sont répercutées sur l'utilisateur par l'intermédiaire d'une « redevance assainissement collectif », à savoir sur le prix de l'eau assainie.

Cependant, le conseil municipal peut prendre en charge dans son budget propre ces dépenses, en respect des conditions énoncées à l'article L.2224-2.

Prix de l'eau assainie pour le scénario retenu :

La commune de Barnas a décidé de fixer les prix suivants (délibération du 10 décembre 2022) :

Le prix de l'abonnement à l'assainissement a été fixé à 60 €HT/an.

Le prix du mètre cube assaini est fixé à 0,75 € HT.

Branchements particuliers :

Domaine public :

Selon l'article L1331-2 du Code de la Santé Publique, lors de la construction d'un égout, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situés sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public. Ces parties de branchement sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle de conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10% pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du Conseil Municipal.

Domaine privé :

Les travaux réalisés à l'intérieur de la propriété privée sont à la charge du particulier. S'il est nécessaire de mettre en œuvre un poste de relevage (sortie des eaux usées au-dessous du niveau du réseau), il sera également à la charge du particulier.

Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) : article L.1331-7 du code de santé publique

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 du code de santé publique peuvent être astreints par la commune, la métropole de Lyon, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

Toutefois, lorsque dans une zone d'aménagement concerté créée en application de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme, l'aménageur supporte tout ou partie du coût de construction du réseau public de collecte des eaux usées compris dans le programme des équipements publics de la zone, la participation pour le financement de l'assainissement collectif est diminuée à proportion du coût ainsi pris en charge.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2.

La participation prévue au présent article est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Une délibération du conseil municipal, du conseil de la métropole de Lyon ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation.

La commune de BARNAS a fixé le montant de la PFAC à 2980 € par délibération du 10 décembre 2022.

V.2 Coût de l'assainissement autonome

Coût des travaux

Les travaux neufs ainsi que les travaux de réhabilitation sont à la charge du particulier.

Dans le cadre d'un programme de réhabilitation de l'assainissement autonome existant, la gestion du programme peut être réalisée (sous réserves : zonage approuvé, secteur reconnu comme prioritaire, engagement de la commune à respecter ses obligations de contrôle,...), sous maîtrise d'œuvre privée par la commune. Le Conseil Départemental de l'Ardèche peut alors accorder aux pétitionnaires les subventions suivantes dans le cadre de dispositif d'assainissement non collectif regroupé :

- Réserve aux habitations dont les ANC sont déclarées non conformes avec risque par le SPANC.
- Aide transitant par le SPANC d'un montant forfaitaire de 500 € par habitation effectivement raccordée

Coût du renouvellement et de l'entretien des dispositifs existants :

| A la charge des particuliers : | Coût moyen/dispositif | Fréquence | Coût annuel moyen/dispositif |
|---|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| Renouvellement du dispositif d'épandage | 4.500 à 5.000 €HT | Tous les 15 à 20 ans | 225 à 350 €HT/an |
| Vidange de la fosse toutes eaux | 400 €HT | Tous les 4 ans | 100 €HT/an |

Coût du contrôle de l'assainissement autonome

Les communes ont l'obligation de réaliser un contrôle technique des dispositifs d'assainissement individuels. Il s'agit d'une mission de service public. Le caractère industriel et commercial du service donne lieu à des redevances (exclusivement affectées aux charges de service) à la charge des usagers.

La commune de BARNAS a mis en place le SPANC depuis le 1^{er} janvier 2012.

Les redevances relatives au SPANC sont (délibération du 10 décembre 2022) :

- | | |
|--|----------|
| 1- Redevance contrôle de bon fonctionnement (contrôle périodique) : | 95 € HT |
| 2- Redevance avis projet conception neuf/réhabilitation : | 110 € HT |
| 3-Redevance pour contrôle de conception exécution neuf/réhabilitation avant recouvrement | 90 € HT |
| 4-Taxe pour entrave au contrôle : | 200 € HT |
| 5-Redevance pour analyses : | 100 € HT |
| 6-Redevance contrôle vente : | 150 € HT |
| 7-Redevance premier contrôle d'un assainissement existant | 110 € HT |

Toutes les redevances sont soumises à la TVA à 10%, en sus des tarifs indiqués ci-dessus.

VI. OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

VI.1 Zones en assainissement collectif existant

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique rend obligatoire le raccordement des habitations au collecteur d'eaux usées domestiques dans un délai de 2 ans après leur mise en service.

Un arrêté du Maire, approuvé par le représentant de l'Etat, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de 10 ans, soit des exonérations de l'obligation de raccordement (cf. règlement assainissement).

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires (article L.1331-4 du code de santé publique). Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé, aux travaux indispensables (article L.1331-6 du code de santé publique)

Le code de santé publique a renforcé les moyens d'intervention des communes à l'égard des usagers :

Article L1331-7

Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout auquel ces immeubles doivent être raccordés peuvent être astreints par la commune, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation.

Une délibération du conseil municipal détermine les conditions de perception de cette participation.

Article L1331-8

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

VI.2 Zones en assainissement collectif en extension

La commune réalisera les travaux durant le 1^{er} semestre 2023. Les constructions seront possibles si le pétitionnaire se raccorde au réseau d'assainissement collectif.

VI.3 Contrôle des dispositifs d'assainissement autonome

Obligation légale et choix de la collectivité

Les communes doivent prendre en charge, le contrôle technique des dispositifs individuels et les dépenses qui y sont liées, au plus tard le 31/12/2005 (articles L.2224-8 et L.2224-9 du Code général des collectivités territoriales). La commune de BARNAS a mis en place cette structure depuis le 1^{er} janvier 2012.

Instruction des permis de construire et réhabilitation des dispositifs existants

La Loi sur l'Eau précise que "le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement...".

La construction d'un dispositif d'assainissement autonome doit être autorisée et contrôlée par la commune.

Tout projet fera l'objet de deux visites de terrain par la commune :

Une visite préalable qui a pour but d'autoriser la réalisation du dispositif

Un contrôle de la réalisation des travaux, qui intervient avant recouvrement des ouvrages par la terre végétale.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par la commune suite au contrôle de la réalisation des travaux.

La commune se réserve le droit de refuser des demandes d'assainissement autonome, ou les assortir de réserves particulières ou de demandes complémentaires telles qu'une étude d'aptitude des sols, dès lors que le projet :

ne respecte pas la réglementation et les normes en vigueur

ne respecte pas les prescriptions de filières par zones citées dans le schéma général d'assainissement

ne respecte pas le critère d'exceptionnalité, en cas de rejet dans le milieu hydraulique superficiel

est susceptible de porter atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.

Les dispositifs d'assainissement non collectif destinés à traiter les eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses peuvent relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation, soit des techniques mises en œuvre en matière d'assainissement collectif. Une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et du lieu de rejet.

Vérification du bon fonctionnement et de l'entretien des dispositifs existants

La commune a mis en place un service public de contrôle technique du bon fonctionnement des dispositifs d'assainissement autonome.

L'accès aux propriétés privées

L'article L.1331-11 du Code de la santé publique stipule : "les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées [...] pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif si la commune a décidé sa prise en charge par le service ;"

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée au propriétaire des ouvrages et le cas échéant, à l'occupant des lieux.

VI.4 Obligations des particuliers

Ils doivent maintenir leur dispositif d'assainissement autonome en bon état.

Ces dispositifs doivent être accessibles pour permettre les interventions de contrôle et d'entretien.

VII. ANNEXES

Annexe 1 - Règlement du service public d'assainissement non collectif

Annexe 2 - Règlement d'assainissement collectif

Annexe 1 - Règlement du service public d'assainissement non collectif



SERVICE
PUBLIC
ASSAINISSEMENT
NON
COLLECTIF

Règlement

Date initiale d'approbation par le Conseil Municipal de Barnas :

7 novembre 2011

Date de visa (contrôle de légalité S/Préfecture de Largentière) :

14 novembre 2012

Modification (complément de l'article 10)

par délibération du 20/09/2012

Date de visa (contrôle de légalité S/Préfecture de Largentière) :

25/09/2012

Refonte du règlement (demande du Conseil Général pour mise en conformité des règlements SPANC suite à décrets 2012)

Approuvé par délibération du 11 avril 2013

Date de visa (contrôle de légalité S/Préfecture de Largentière) :

15 avril 2013

MAIRIE DE BARNAS

SERVICE DU SPANC

☎ / 04 75 36 40 12 Fax / 09 72 14 99 89

Email : mairie.barnas@orange.fr

Horaires d'ouverture

Au public : 8h à 12 h du lundi au vendredi

L'après midi sur rendez-vous uniquement

SOMMAIRE

PREAMBULE P 1

Chapitre I : Dispositions générales P 2

- Article 1 : Objet du règlement
- Article 2 : Champ d'application territorial
- Article 3 : Obligation de traitement des eaux usées domestiques
- Article 4 : Procédure préalable à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation
- Article 5 : Démarches et modalités d'informations du SPANC et des usagers
- Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC

Chapitre II : Prescriptions générales applicables à toutes les installations P 3

- Article 7 : Prescriptions techniques applicables
- Article 8 : Séparation des eaux usées et des eaux pluviales
- Article 9 : Mise hors service des dispositifs
- Article 10 : Mode d'évacuation des eaux usées traitées

Chapitre III : Installations existantes : contrôle du bon fonctionnement et vérification de l'entretien P 4,5

- Article 11 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant
- Article 12 : Contrôle du bon fonctionnement et vérification de l'entretien par le SPANC

Chapitre IV : Conception des installations d'assainissement non collectif P 6

- Article 13 : Responsabilités et obligations du propriétaire
- Article 14 : Règles de conception des installations
- Article 15 : Examen préalable de la conception des installations par le SPANC

Chapitre V : Réhabilitation ou réalisation d'une nouvelle installation P 7

- Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble
- Article 17 : Exécution des travaux de réhabilitation ou de création d'une nouvelle installation
- Article 18 : Vérification de l'exécution des travaux par le SPANC

Chapitre VI : Dispositions financières P 8

- Article 19 : Redevance d'assainissement non collectif
- Article 20 : Institution de la redevance
- Article 21 : Modalités d'information sur le montant de la redevance
- Article 22 : Redevables de la redevance
- Article 23 : Recouvrement de la redevance
- Article 24 : Majoration de la redevance pour retard de paiement

Chapitre VII : Dispositions d'application P 9

Pénalités financières

- Article 25 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif

Mesures de police générale

- Article 26 : Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Poursuites et sanctions pénales

- Article 27 : Constats d'infraction
- Article 28 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif d'un bâtiment d'habitation en violation des prescriptions réglementaires en vigueur
- Article 29 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement

- Article 30 : non collectif en violation des règles d'urbanisme
Violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral
- Article 31 : Pollution de l'eau due à l'absence d'une installation d'assainissement non collectif ou à son mauvais fonctionnement
- Article 32 : Voies et délais de recours des usagers

Chapitre VIII : Information des usagers sur le fonctionnement du SPANC P 10

- Article 33 : Modalités de communication du règlement
- Article 34 : Modification du règlement
- Article 35 : Date d'entrée en vigueur du règlement
- Article 36 : Clauses d'exécution

Annexe 1 : Glossaire

Annexe 2 Tarification des missions du SPANC

Annexe 3 : Références des textes réglementaires applicables en ANC

Synoptique pour un accès simplifié au règlement de service

Dispositions générales et prescriptions applicables à toutes les installations

Articles 1 à 10

Installations existantes

Vérification du fonctionnement et de l'entretien

Articles 11 à 12

Installations à réhabiliter ou à créer

①
②

Règles de conception et examen préalable par le SPANC
Exécution des travaux et vérification par le SPANC

Articles 13 à 15

Articles 16 à 18

Dispositions financières applicables à toutes les installations

Articles 19 à 24

Dispositions d'application du règlement

Articles 25 à 32

Informations des usagers sur le fonctionnement du SPANC

Articles 33 à 36

PREAMBULE

La réglementation (lois sur l'eau de 1992 et 2006, Code Général des Collectivités Territoriales, ...) a confié aux communes une compétence en matière d'assainissement non collectif : obligation de mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et d'assurer le contrôle des installations individuelles, existantes ou en projet.

En matière d'assainissement non collectif, les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national sont abondants et les usagers sont soumis à l'ensemble de cette réglementation. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire à ces textes, mais il précise certaines modalités de mise en œuvre, et notamment celles relatives aux différentes missions de contrôle, exercées par les agents du SPANC.

Si la collecte et le traitement des eaux usées par les stations d'épuration représente une solution « classique » ou « habituelle », elle présente aussi des limites tant sur le plan économique qu'en terme de performance globale.

L'assainissement individuel est performant y compris sur le long terme, mais à la condition d'être bien conçu, réalisé et entretenu dans les règles de l'art. Les différents dispositifs techniques (les filières-dites agréées) sont maintenant assez nombreux et couvrent quasiment toutes les situations. Leur coût est néanmoins non négligeable, d'où l'importance de procéder régulièrement aux opérations d'entretien afin de pérenniser cet investissement.

La connaissance des produits à ne pas rejeter est essentielle pour optimiser la préservation des installations d'ANC.

Ainsi, la conformité des installations d'assainissement non collectif revêt une importance particulière dans la lutte contre la pollution d'origine domestique, des eaux souterraines et superficielles.

En effet, après plusieurs décennies consacrées à l'amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées « collectives », il s'avère qu'avec le nombre croissant de résidences non raccordées aux réseaux d'eaux usées, l'assainissement individuel apparaît comme une source potentielle de pollution non négligeable, notamment lorsque les installations sont vétustes, obsolètes et/ou que le milieu récepteur présente de faibles débits, comme cela est souvent le cas dans notre département

placé sous l'influence d'un climat méditerranéen ; en période d'étiage, les débits des cours d'eau sont faibles, ce qui ne permet pas au milieu naturel de « digérer » les effluents de manière suffisante. De plus, ces périodes d'étiage correspondent aux périodes de forte fréquentation estivale, ce qui génère des flux plus importants d'effluents à traiter.

La préservation de la qualité des eaux concerne à la fois le milieu naturel (bon état des écosystèmes) ainsi que les usages pour l'homme et ses activités (eau potable, loisirs aquatiques, irrigation, ...). Mais, cet objectif de préservation ne pourra être atteint sans l'implication, au quotidien, des usagers.

Compte tenu de ses dimensions techniques et réglementaires, le règlement de service, est accompagné d'un glossaire, apportant un éclairage sur certaines notions relatives au domaine technique et donnant une définition de termes du vocabulaire utilisé habituellement par les spécialistes de l'assainissement non collectif.

Les termes et notions explicités dans le glossaire apparaissent dans le texte du règlement en italique. Ce glossaire est présenté en annexe 1 et les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Par ailleurs, comme pour les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif, les usagers bénéficiaires du SPANC sont soumis au paiement d'une redevance. En la matière, la transparence des prix est assurée par la présentation, en annexe 2, des redevances qui seront demandées aux particuliers, à l'issue de l'intervention des techniciens du SPANC.

Enfin, pour plus d'informations sur la réglementation en matière d'Assainissement Non Collectif, l'annexe 3 propose une liste des références réglementaires auxquelles l'Assainissement Non Collectif est soumis.

Les élus et techniciens du SPANC sont à votre disposition pour toute information particulière concernant les démarches à effectuer ou des aspects techniques.

Chapitre 1^{er} Dispositions générales

Article 1^{er} : Objet du règlement

Le présent règlement régit les relations entre le service public d'assainissement non collectif (SPANC) et ses usagers.

Il définit les modalités de mise en œuvre de la mission de contrôle assurée par le service et fixe les droits et obligations de chacun en ce qui concerne les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur fonctionnement, leur entretien, leur réhabilitation et leur contrôle, ainsi que les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif et les dispositions d'application de ce règlement.

Tout propriétaire d'une installation peut solliciter une copie du présent règlement moyennant le tarif reprographie en vigueur. Toutefois, ce règlement est consultable sur le site Internet www.barnas.fr.

Le SPANC service communal peut déléguer sous la forme qu'il aura choisie (contrat...) la mission de contrôle à un professionnel dument qualifié et habilité.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune de Barnas. Cette commune est compétente en matière d'assainissement non collectif et sera désignée, dans les articles suivants, par le terme générique de « SPANC ».

Article 3 : Obligation d'équipement et de traitement des eaux usées domestiques

Le traitement des eaux usées des *immeubles* non raccordés à un réseau public de collecte est obligatoire (article L.1331-1-1 du Code de la santé publique).

L'utilisation d'un dispositif de pré-traitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Aussi, le rejet direct des eaux, dans le milieu naturel, en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.

D'autre part, le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un *puisard*, un *puits perdu*, un puits désaffecté, une cavité naturelle ou artificielle profonde.

Lorsque le *zonage d'assainissement* a été délimité sur la commune, cette obligation d'équipement peut également concerner les immeubles situés en zone d'assainissement collectif, soit parce que le réseau public n'est pas encore en service, soit, lorsque le réseau existe, parce que l'immeuble est considéré comme difficilement raccordable. La difficulté de raccordement d'un immeuble est appréciée par la commune.

Le non respect par le propriétaire d'un immeuble de l'obligation d'équiper celui-ci d'une installation d'assainissement non collectif peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues par la réglementation (Cf. chapitre VII du présent règlement).

Article 4 : Procédure préalable à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou en projet est tenu de s'informer auprès de la commune du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non).

Si l'immeuble n'est pas raccordé ou raccordable à un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire doit s'informer auprès du SPANC ou de la commune de la démarche à suivre. Il doit notamment présenter au SPANC tout projet de conception, réalisation, modification ou réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif.

Article 5 : Démarches et modalités d'information du SPANC et des usagers

Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et faciliter leur examen, le SPANC établit un dossier type, destiné aux auteurs de projets (maîtres d'ouvrage et mandataire) et constitué des documents suivants :

- un formulaire d'informations administratives et générales à compléter.

Par ailleurs, sur demande du propriétaire, maître d'ouvrage responsable des travaux, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux.

L'usager peut aussi consulter en mairie les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, ...).

A l'issue des visites de contrôle de fonctionnement et d'entretien des dispositifs existants ou de bonne exécution des travaux, ainsi qu'après instruction des projets (création ou réhabilitation), le SPANC rédige un rapport et le transmet au propriétaire. (Voir les articles 12, 15 et 18 pour les délais d'envoi).

Ce rapport comporte la date de visite et un avis qui évalue la conformité de l'installation (ou du projet), au regard des prescriptions techniques réglementaires. Il évalue aussi les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement que peuvent présenter les installations existantes.

Le cas échéant, le rapport mentionne les aménagements et travaux obligatoires pour supprimer tous risques sanitaires et environnementaux et rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cet accès est précédé d'un avis préalable de visite, notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés. L'envoi d'un avis préalable n'est toutefois pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande expresse du propriétaire ou son mandataire et qu'un rendez-vous est fixé avec le SPANC, notamment pour permettre la vérification de l'exécution des travaux dans les meilleurs délais.

L'usager doit être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Il doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC, en particulier, en dégageant tous les regards de visite du dispositif.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions des agents du SPANC, l'usager est astreint au paiement de la somme définie à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique. Une délibération de la collectivité fixe les tarifs de la redevance relative à l'entrave au contrôle.

Les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur mission, à charge pour le maire de la commune de constater ou de faire constater l'infraction, au titre de ses pouvoirs de police.

Les observations réalisées au cours d'une visite du SPANC sont consignées sur un rapport, dont une copie est adressée par courrier au propriétaire, et le cas échéant, à l'occupant, éventuellement au maire et aux instances compétentes.

Chapitre II Prescriptions générales applicables à l'ensemble des installations

Article 7 : Prescriptions techniques applicables

La conception, la réalisation, la modification, la réhabilitation et l'entretien d'une installation d'assainissement non collectif sont soumis au respect :

- du Code de la santé publique,
- des prescriptions techniques fixées par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, relatif aux installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (< à 20 Équivalent Habitant), complété le cas échéant par arrêté municipal ou préfectoral,
- des prescriptions techniques fixées par l'arrêté interministériel du 22 juin 2007, relatif aux dispositifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (> à 20 EH), complété le cas échéant par arrêté municipal ou préfectoral,
- du règlement sanitaire départemental,
- des règles d'urbanisme nationales ou locales concernant ces installations,
- des arrêtés de protection des captages d'eau potable,
- du présent règlement de service,
- des avis d'agrément publiés au Journal Officiel de la République française pour les installations, avec un traitement autre que par le sol en place ou par un massif reconstitué, agréées par les ministères en charge de l'écologie et la santé.
- de toute réglementation postérieure au présent règlement, relative à l'assainissement non collectif.

La norme AFNOR DTU 64.1 de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif ou les documents de référence mentionnés dans les avis d'agrément seront utilisés comme référence technique pour l'exécution des ouvrages.

Article 8 : Séparation des eaux usées et des eaux pluviales

Une installation d'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées, telles que définies en annexe 1 du présent règlement, et exclusivement celles-ci.

Pour en permettre le bon fonctionnement, les eaux de vidange de piscine et les eaux pluviales ne doivent pas être évacuées dans les ouvrages.

Article 9 : Mise hors service des dispositifs

Les dispositifs de pré-traitement et d'accumulation, (fosses septiques ou fosses toutes eaux), mis hors service ou rendus inutiles, pour quelque cause que ce soit, doivent être vidangés et curés. Ils doivent être comblés, ou bien désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation (articles L.1331-5 et L.1331-6 du Code de la santé publique).

Article 10 : Mode d'évacuation des eaux usées traitées

Afin d'assurer la permanence de l'infiltration, les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.

Elles peuvent, pour les mêmes conditions de perméabilité, être réutilisées sur la parcelle pour l'irrigation souterraine de végétaux non destinés à la consommation humaine, sous réserve de l'absence de stagnation en surface ou de ruissellement.

Si la perméabilité du sol ne correspond pas aux valeurs précédentes, les eaux usées traitées peuvent être drainées et rejetées en milieu hydraulique superficiel, après autorisation du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

En cas d'impossibilité de rejet et si l'existence d'une couche sous-jacente perméable est mise en évidence par une étude hydrogéologique, sauf mention contraire précisée dans l'agrément de la filière, l'évacuation des eaux traitées pourra se faire dans un puits d'infiltration garni de matériaux calibrés, sous réserve de l'accord du SPANC et du respect des prescriptions techniques applicables.

Dans le cas d'une installation recevant une charge brute supérieure à 1,2 kg/j de DBO5, l'évacuation des eaux traitées doit se faire dans les eaux superficielles. En cas d'impossibilité, elles peuvent être éliminées

soit par infiltration dans le sol, si le sol est apte, soit réutilisées pour l'arrosage des espaces verts, conformément à la réglementation applicable.

Autorisation de rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel

Une autorisation préalable écrite du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, où s'effectuera le rejet des eaux traitées, doit être demandée et obtenue par le propriétaire de l'installation d'assainissement à créer ou à réhabiliter.

Le rejet est subordonné au respect d'un objectif de qualité. Cette qualité minimale requise, constatée à la sortie du dispositif d'épuration, sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté, est de 30 mg/l pour les matières en suspension et de 35 mg/l pour la DBO5.

Le SPANC pourra effectuer, quand il le juge nécessaire, un contrôle de la qualité du rejet. Les frais d'analyses seront à la charge du propriétaire de l'installation, si les valeurs imposées précédemment sont dépassées.

Chapitre III Installations existantes : contrôle du bon fonctionnement et vérification de l'entretien

Article 11 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif, sont tenus de se soumettre au contrôle du fonctionnement et à la vérification de l'entretien, visé à l'article 12 du présent règlement, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

En amont de cette vérification, le propriétaire doit préparer tous les éléments probants permettant de vérifier l'existence d'une installation : facture des travaux ou des matériaux, schéma ou plan de l'installation, photos, dégagement de tous les regards de visite, justificatifs d'entretien et de vidange, ...

Lors de la vente de son immeuble, le propriétaire doit fournir à l'acquéreur le rapport de visite établi par le SPANC à la suite d'une vérification du fonctionnement et de l'entretien ou d'une vérification d'exécution. Si cette vérification date de plus de trois ans ou est inexistante, sa réalisation est obligatoire et à la charge du vendeur.

Le propriétaire et, le cas échéant, l'occupant sont responsables du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux, la sécurité des personnes, ainsi que la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées, définies en annexe 1, y sont admises. Il est interdit d'y déverser tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au fonctionnement de l'installation. Cette interdiction concerne en particulier :

- les eaux pluviales,
- les eaux de vidange de piscine,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées et les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- les peintures,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement et la pérennité des ouvrages imposent également aux usagers :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- d'éloigner tout arbre et toute plantation des dispositifs d'assainissement,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs, notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages,
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards de visite, tout en assurant la sécurité des personnes,
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien et de vidange.

Toute modification des dispositifs existants doit donner lieu, à l'initiative du propriétaire, à l'examen préalable de conception et à la vérification de l'exécution prévus aux articles 15 et 18 du présent règlement.

Exécution des opérations d'entretien

Le propriétaire des ouvrages fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange de son installation de manière à garantir :

le bon fonctionnement et le bon état des ouvrages, y compris celui des dispositifs de ventilation,
le bon écoulement et la bonne distribution des eaux jusqu'au dispositif d'épuration,
l'accumulation normale des boues et des flottants dans les ouvrages et leur évacuation par une personne agréée.

Les ouvrages et les regards de visite doivent être fermés en permanence, afin d'assurer la sécurité des personnes, et accessibles pour assurer leur entretien et leur vérification.

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée à la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile, sauf mention contraire précisée dans

l'avis d'agrément pour les installations avec un traitement autre que par le sol en place ou massif reconstitué.

Dans le cas d'un bac dégraisseur, le nettoyage et la vidange des matières flottantes sont à effectuer tous les 6 mois.

Les pré-filtres intégrés ou non à la fosse doivent, quant à eux, être entretenus tous les ans et leurs matériaux filtrants changés aussi souvent que nécessaire.

La vidange des fosses chimiques ou des fosses d'accumulation est réalisée en fonction des caractéristiques particulières des appareils et des instructions des constructeurs.

L'entretien des filières agréées doit se faire conformément au guide d'utilisation du fabricant, remis lors de la pose des ouvrages.

Les installations du type micro-station, comportant des équipements électromécaniques, font l'objet d'une vérification semestrielle réalisée par l'usager ou son prestataire dans le cadre d'un contrat d'entretien.

Les installations doivent être vidangées par des personnes agréées par le Préfet, conformément à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié définissant les modalités d'agrément. Cette personne agréée est choisie librement par l'usager.

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires et aux dispositions prévues par le schéma départemental de gestion et d'élimination des sous-produits de l'assainissement. Les déchargements et déversements sauvages, en pleine nature ou dans les réseaux publics de collecte, sont interdits.

Lorsqu'une personne agréée réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif, elle est tenue de remettre au propriétaire des ouvrages vidangés un bordereau de suivi des matières de vidange, comportant au moins les indications suivantes :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- son numéro d'agrément et sa date de validité,
- l'identification du véhicule et de la personne physique réalisant la vidange,
- les coordonnées de l'installation vidangée,
- les coordonnées du propriétaire,
- la date de réalisation de la vidange,
- la désignation des sous-produits vidangés et la quantité de matières éliminées,
- le lieu d'élimination des matières de vidange.

Article 12 : Contrôle du bon fonctionnement des ouvrages et vérification de l'entretien par le SPANC

Le contrôle et la vérification, qui s'imposent à tout usager, sont exercés sur place, dans les conditions prévues à l'article 6, par les agents du SPANC.

Ces missions seront assurées simultanément (1 seule et même visite) et feront donc l'objet d'une seule et même redevance, dans les conditions prévues au chapitre VI.

Contrôle du bon fonctionnement

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées, modifiées ou existantes.

La fréquence de ce contrôle de fonctionnement est fixée par le SPANC à une périodicité égale à 10 ans pour les installations qui ont reçu un avis favorable sans réserves lors du contrôle de bon fonctionnement. Dans les autres cas, y compris lorsqu'un danger pour la santé des personnes et/ou un risque avéré pour l'environnement ont été relevés dans le précédent rapport de visite, la fréquence de contrôle est établie à une périodicité raccourcie égale à 4 ans, tant que le danger ou les risques perdurent et afin de vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis.

Le contrôle a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages ne crée pas de risques environnementaux, de dangers pour la santé ou la sécurité des personnes. Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification de l'existence d'une installation et examen détaillé des dispositifs,
- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des eaux usées jusqu'au dispositif d'épuration, de l'absence de nuisances olfactives,

d'eau stagnante en surface ou d'écoulement vers des terrains voisins et de contact direct avec des eaux usées non traitées,

- vérification de l'accumulation normale des boues et flottants à l'intérieur des ouvrages.

En outre, s'il existe un rejet en *milieu hydraulique superficiel*, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé, selon les modalités définies à l'article 10.

En cas de nuisances portées au voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

Vérification de l'entretien

La vérification périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Elle a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien, qui relèvent de la responsabilité du propriétaire des ouvrages, sont régulièrement effectuées afin de garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte, au minimum, sur les points suivants :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
- vérification de l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation.

Entre deux visites du SPANC, pour les installations comportant des équipements électromécaniques nécessitant un entretien plus régulier ou les installations présentant des défauts d'entretien, l'utilisateur communique au SPANC une copie des documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange dès leur réalisation ou à défaut à la demande expresse du SPANC.

Rapport et avis du SPANC

A l'issue des missions de contrôle et de vérification, le SPANC rédige un rapport de visite et l'adresse au propriétaire, dans un délai de 2 mois, à compter de la date de la visite.

Dans ce rapport, le SPANC évalue les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation, puis formule un avis sur la conformité de l'installation.

Le SPANC établit, à l'adresse du propriétaire, des recommandations sur l'accessibilité, sur les opérations d'entretien nécessaires au bon fonctionnement de son installation ou sur la nécessité de faire des modifications. Les délais impartis à la réalisation des travaux ou modifications de l'installation sont indiqués dans ce rapport de visite et/ou dans la note d'information annexée à ce rapport.

Les critères d'évaluation des installations sont précisés dans l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Obligation de travaux en cas de non-conformité et délais d'exécution

Si, lors de sa visite, le SPANC a constaté un défaut d'entretien et/ou de fonctionnement entraînant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l'environnement, il liste les opérations nécessaires pour supprimer tout risque.

Le propriétaire exécute les travaux listés par le rapport de visite du SPANC, dans un délai maximal de 4 ans à compter de sa notification. Le Maire peut raccourcir ce délai, selon le degré d'importance du risque, en application de son pouvoir de police.

Si, lors de la vérification, le SPANC ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation, le propriétaire est mis en demeure de réaliser une installation conforme.

En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Avant toute réalisation, réhabilitation ou modification, le propriétaire informe le SPANC de son projet et se conforme à un examen préalable de la conception et une vérification de l'exécution des travaux, avant leur remblaiement, tel que définis aux articles 15 et 18 du présent règlement.

En cas de refus des intéressés d'exécuter ces travaux, dans les délais impartis, ils s'exposent aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre VII.

Chapitre IV Conception des installations d'assainissement non collectif

Article 13 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Tout propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 3, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la conception de cette installation. La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, telles qu'énoncées à l'article 7. Le propriétaire ou le futur propriétaire soumet son projet au SPANC, qui vérifie le respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble.

Le SPANC informe le propriétaire de la réglementation applicable et procède à l'examen préalable de la conception, défini à l'article 15.

Article 14 : Règles de conception des installations

Les installations doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisances olfactives.

Les installations mettant à l'air libre des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, ainsi qu'aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elles sont implantées.

Les installations d'assainissement non collectif ne peuvent être implantées à moins de 35 mètres de tout captage d'eau déclaré et destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation. En cas d'impossibilité technique, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

Modalités particulières d'implantation (servitudes)

Dans le cas d'un immeuble ancien ne disposant pas du terrain suffisant à l'établissement d'une installation d'assainissement non collectif, un accord privé amiable entre voisins pourra permettre le passage d'une canalisation ou l'installation d'un système de traitement dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public ne peut être qu'exceptionnel et est subordonné à l'accord de la collectivité compétente.

Article 15 : Examen préalable de la conception des installations par le SPANC

Le propriétaire de l'immeuble, tel que défini dans le glossaire de l'annexe 1, qui projette de réaliser, modifier ou de réhabiliter une installation d'assainissement non collectif, doit se soumettre à un examen technique préalable de la conception, effectué par le SPANC, selon les modalités fixées par la réglementation.

Cet examen peut être effectué soit en amont d'une demande d'urbanisme pour un immeuble à créer ou à rénover, soit en l'absence de demande d'urbanisme pour un immeuble existant.

Dans tous les cas, le pétitionnaire ou propriétaire retire, auprès du SPANC ou de la mairie, un dossier de déclaration comportant les éléments suivants :

- un exemplaire du formulaire de déclaration à remplir, destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble, du lieu d'implantation et de son environnement, de tous les dispositifs mis en œuvre et des études réalisées,
- Le guide « Usagers » du PANANC, dans la limite des stocks disponibles.

La liste des pièces du dossier de déclaration à fournir pour permettre l'examen préalable de la conception de l'installation est la suivante :

- le formulaire de déclaration dûment rempli,
- un plan cadastral de situation de la parcelle,
- un plan de masse de l'habitation et de son installation d'assainissement, à l'échelle,

- un plan en coupe des ouvrages, si le SPANC le juge nécessaire,
- une étude de définition de la filière à la parcelle, si le SPANC le juge nécessaire, comme indiqué aux alinéas suivants,
- une autorisation de rejet en milieu superficiel, dans les cas où l'infiltration est impossible.

Examen préalable de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande d'urbanisme

Le dossier de déclaration complet est à déposer au SPANC, par le pétitionnaire, en amont de sa demande d'urbanisme, en deux exemplaires.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le document attestant de la conformité établi par le SPANC sur l'installation projetée doit être joint à la demande d'urbanisme déposée en mairie et le plan de masse doit indiquer les équipements prévus pour l'assainissement de l'immeuble.

Examen préalable de la conception de l'installation en l'absence de demande d'urbanisme

Tout projet de réalisation nouvelle, de modification ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif doit être soumis par le propriétaire de l'immeuble concerné à l'examen préalable de conception effectué par le SPANC.

Le dossier de déclaration complet doit être déposé, en deux exemplaires, par le pétitionnaire, directement auprès du SPANC en Mairie.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire la liste des pièces manquantes. L'examen du dossier est différé jusqu'à leur réception.

Dans tous les cas, le SPANC se donne le droit de demander des informations complémentaires ou de faire modifier l'installation d'assainissement prévue.

Étude particulière à la parcelle

Si le SPANC l'estime nécessaire pour examiner la conception de l'installation et son adaptation à la nature du sol, il peut exiger que le pétitionnaire présente, en complément de son dossier, une étude de définition de filière à la parcelle, que celui-ci réalisera ou fera réaliser par l'organisme de son choix¹.

Par ailleurs, tout rejet d'eaux usées traitées dans un milieu hydraulique superficiel doit être justifié par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, en application de l'article 11 du présent règlement.

Dans le cas où l'installation reçoit une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (> à 20 Equivalent Habitant) et/ou concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse recevant des eaux usées domestiques ou assimilées), le pétitionnaire doit obligatoirement réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus, ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet.

Instruction du dossier

Au vu du dossier complet et, le cas échéant, après visite des lieux par un représentant du service, le SPANC vérifie l'adaptation et la conformité du projet. Il élabore un rapport d'examen de conception et formule son avis qui pourra être favorable ou défavorable. Dans ce dernier cas, l'avis sera expressément motivé. A l'issue de l'examen préalable de la conception, le rapport d'examen est transmis dans un délai de 2 mois, à compter de la réception d'un dossier complet.

Si l'avis favorable comporte des prescriptions particulières, le propriétaire réalisera les travaux en respectant ces prescriptions.

Si l'avis est défavorable, le propriétaire effectuera les modifications nécessaires et ne pourra réaliser les travaux qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci.

Le document attestant de la conformité du projet d'installation est à joindre à toute demande d'urbanisme.

L'examen préalable de conception et l'instruction du dossier donnent lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VI.

¹ Pour cette étude, il est recommandé de veiller à ce que l'organisme possède les compétences spécifiques requises (hydrogéologie, pédologie, connaissance des filières d'assainissement, ...) et non uniquement un savoir faire en maçonnerie et/ou terrassement.

Chapitre V Réhabilitation d'une installation existante ou réalisation d'une installation nouvelle

Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Tout projet d'immeuble, tel que défini dans le glossaire de l'annexe 1, doit comporter une installation d'assainissement non collectif adaptée.

Le propriétaire d'une installation existante, peut décider, à son initiative ou à la suite d'une visite du SPANC, de réhabiliter ou modifier son installation.

Si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer un risque avéré de pollution de l'environnement ou un danger pour la santé des personnes, elle doit obligatoirement être réalisée dans un délai de 4 ans, à compter de la notification des travaux faite par le SPANC.

En cas d'absence d'installation, les travaux obligatoires de réalisation d'une installation conforme doivent être exécutés dans un délai de 4 ans.

En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Le propriétaire, qui doit créer une nouvelle installation ou réhabiliter son installation existante, est tenu de soumettre son projet, dans les délais impartis, à l'examen préalable de conception et à la vérification d'exécution, effectuée par le SPANC, dans les conditions énoncées aux articles 15 et 18.

A l'issue de ces délais, si les travaux de réhabilitation ne sont pas effectués, le propriétaire s'expose aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre VII.

Article 17 : Exécution des travaux de réhabilitation ou de création d'une nouvelle installation

Le propriétaire, tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 3 ou à la suite de recommandations exprimées par le SPANC, est responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Le propriétaire, maître d'ouvrage des travaux, est tenu de les financer intégralement, et sous certaines conditions avec des aides financières.

La réalisation des travaux ne peut être mise en œuvre qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite de l'examen préalable de sa conception, visé à l'article 15.

Le propriétaire est tenu de se soumettre à la vérification de l'exécution, visé à l'article 18, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Pour cela, le propriétaire doit informer le SPANC avant tout commencement des travaux et organiser un rendez-vous, afin que le service puisse, par une visite sur site, vérifier leur bonne réalisation, en cours de chantier.

Cette vérification de bonne exécution des travaux doit avoir lieu avant remblaiement.

Le propriétaire ne peut faire remblayer les ouvrages tant que ce contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC.

Article 18 : Vérification de l'exécution des travaux par le SPANC

Cette vérification a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme à la réglementation en vigueur et au projet validé par le SPANC.

Ce contrôle porte notamment sur l'identification, la localisation, l'accessibilité et la caractérisation des dispositifs constituant l'installation et vérifie le respect des prescriptions techniques réglementaires.

Le SPANC effectue cette vérification par une visite sur place, selon les modalités prévues à l'article 6. Afin d'assurer sa mission, le service pourra demander le dégagement immédiat des ouvrages qui auront été remblayés.

A l'issue de cette visite, le SPANC envoie au propriétaire un rapport de vérification de l'exécution qui constate la conformité ou non de l'installation. Ce rapport est transmis au propriétaire dans un délai de 2 mois à compter de la date de la visite sur site.

En cas de non conformité, le SPANC précise la liste des modifications de l'installation à réaliser par le propriétaire dans un délai de 1 mois et effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution de ces travaux, avant remblaiement, dans le délai imparti et selon les modalités fixées à l'article 5 du présent règlement.

Ce contrôle et toute contre-visite donnent lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VI.

Chapitre VI Dispositions financières

Article 19 : Type de redevances d'assainissement non collectif

Les missions assurées par le SPANC, service public à caractère industriel et commercial, donnent lieu au paiement par l'utilisateur des redevances d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Ces redevances sont destinées à financer toutes les charges du service.

Article 20 : Institution des redevances

Les redevances d'assainissement non collectif, sont instituées par délibération du Conseil Municipal.

Article 21 : Modalités d'information sur le montant des redevances

Le montant des redevances d'assainissement non collectif varie selon la nature du contrôle. Il est déterminé, et éventuellement révisé, par délibération Conseil Municipal.

Le tarif de la redevance est fixé, de manière forfaitaire, selon les critères retenus par le SPANC, pour couvrir les charges de contrôle de la conception et de la bonne exécution, du bon fonctionnement et de l'entretien des installations, ainsi que des missions de gestion du service.

Le montant de la redevance est communiqué avant chaque contrôle sur l'avis préalable de visite transmis par courrier avant la vérification du fonctionnement et de l'entretien et sur le dossier de déclaration fourni préalablement à l'examen de conception et à la vérification d'exécution des travaux.

Il est communicable à tout moment sur simple demande auprès du SPANC.

Le recouvrement des redevances doit intervenir à réception du titre de recettes émis par la collectivité gestionnaire du SPANC.

Article 22 : Type de redevance et personnes redevables

La part de la redevance d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de la conception et de la bonne exécution des travaux, ainsi que celle qui porte sur toute contre-visite réalisée en cas de non-conformité, est facturée au propriétaire de l'immeuble.

La part de la redevance qui porte sur le contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien est facturée au propriétaire de l'immeuble.

La part de la redevance qui porte sur la vérification de l'exécution des travaux prescrits par le SPANC, lors d'une contre-visite, est facturée au propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas d'une installation commune à plusieurs logements, les propriétaires se répartissent à part égale le montant de la redevance forfaitaire applicable à une installation.

Les opérations ponctuelles de contrôle, faites à la demande des propriétaires, ou de toute personne physique ou morale agissant pour leur compte, ainsi que celles faites dans le cadre de la vente d'immeubles, pourront donner lieu à une facturation supplémentaire sur la base de la redevance du contrôle ponctuel.

Article 23 : Recouvrement de la redevance.

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par la perception de Thuyets.

En cas de changement de tarif de la redevance, ce changement y est mentionné ainsi que la date de son entrée en vigueur.

Les références de la délibération du conseil municipal fixant les tarifs en vigueur sont indiquées sur les factures.

Article 24 : Majoration de la redevance pour retard de paiement

Le défaut de paiement de la redevance, dans les délais expose le débiteur aux sanctions et/ou majorations en application de l'article R2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

Chapitre VII Dispositions d'application

Pénalités financières

Article 25 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé en application de l'article 3 ou son mauvais état de fonctionnement et d'entretien ou encore la non réalisation des travaux prescrits par le SPANC dans les délais impartis expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique.

Mesures de police générale

Article 26 : Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence d'installation d'assainissement non collectif d'un immeuble tenu d'en être équipé en application de l'article 3, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Poursuites et sanctions pénales

Article 27 : Constats d'infraction

Les infractions aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par l'article L.1312-1 du Code de la santé publique, l'article L.152-1 du Code de la construction et de l'habitation ou par les articles L.160-4 et L.480-1 du Code de l'urbanisme.

Article 28 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif d'un bâtiment d'habitation en violation des prescriptions réglementaires en vigueur

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée, en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa remise en état, sans respecter les prescriptions techniques en vigueur, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales prévues par l'article L.152-4 du Code de la construction et de l'habitation. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec la réglementation applicable, dans les conditions prévues par l'article L.152-5 de ce code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparté par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L.152-9 du même code.

A la suite d'un constat d'infraction, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L.152-2 du code.

Article 29 : Absence de réalisation, réalisation, modification ou remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme

L'absence de réalisation, la réalisation, la modification ou la remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation, soit des règles générales d'urbanisme ou des dispositions d'un document d'urbanisme (notamment plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme) concernant l'assainissement non collectif, soit des prescriptions imposées par un permis de construire en matière d'assainissement non collectif, est passible des sanctions prévues par l'article L.160-1 ou L.480-4 du Code de l'urbanisme. En cas de condamnation, le tribunal compétent peut ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec les règles d'urbanisme applicables à l'installation en application de l'article L.480-5 du code. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparté par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L.480-9 du code.

Dès que le constat d'infraction aux règles d'urbanisme a été dressé, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet), dans les conditions prévues par l'article L.480-2 du code de l'Urbanisme.

Article 30 : Violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier concernant les filières, expose le contrevenant à l'amende prévue par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003.

Article 31 : Pollution de l'eau due à l'absence d'une installation d'assainissement non collectif ou à son mauvais fonctionnement

Toute pollution de l'eau qui aurait pour origine l'absence d'une installation d'assainissement non collectif sur un immeuble qui devrait en être équipé en application de l'article 3 ou à son mauvais fonctionnement, peut donner lieu à l'encontre de son auteur à des poursuites pénales et aux sanctions prévues par les articles L.216-6 ou L.432-2 du Code de l'environnement, selon la nature des dommages causés.

Autres

Article 32 : Voies et délais de recours des usagers

L'usager peut effectuer toute réclamation par courrier recommandé avec accusé de réception adressée impérativement au SPANC. Le SPANC formulera une réponse écrite et motivée dans un délai de 2 mois.

En cas de contestation des conclusions d'un rapport de visite, les éléments contradictoires doivent être formulés par le propriétaire et transmis par courrier recommandé avec accusé de réception au SPANC dans un délai de 2 mois, à compter de la réception de la décision contestée.

Les différents individuels entre le SPANC et ses usagers relèvent du droit privé et de la compétence des tribunaux judiciaires, nonobstant toute convention contraire passée entre le SPANC et l'usager.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux au SPANC. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Chapitre VIII Information des usagers sur le fonctionnement du SPANC

Article 33 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement approuvé est consultable en mairie aux horaires d'ouverture, sur le site internet de la mairie www.barnas.fr et peut être remis sur simple demande moyennant la tarification en vigueur.

Il est affiché au siège du SPANC en mairie pendant 2 mois

Article 34 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente, selon la même procédure que celle suivie pour l'adoption du règlement initial.

Ces modifications donnent lieu à la même publicité que le règlement initial et sont portées à la connaissance des usagers du SPANC avant leur mise en application.

Article 35 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du caractère exécutoire de son adoption par le SPANC.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé de ce fait.

Article 36 : Clauses d'exécution

Le Maire de la commune de BARNAS les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

**Délibéré et voté par l'assemblée délibérante de
BARNAS, dans sa séance du :
11 avril 2013**

Le Maire , Joël LAURENT



Annexe 1 : GLOSSAIRE

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : par ce terme, on désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées, des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. L'installation pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles. Elle prend alors la dénomination d'assainissement non collectif regroupé ou d'assainissement autonome regroupé.

Avis d'agrément et Agrément de la filière : Chaque dispositif d'ANC, représente une filière. Avant de pouvoir commercialiser un dispositif d'installation d'ANC, le fabricant doit obtenir un avis d'agrément pour le dispositif en question. Les avis d'agrément sont délivrés par l'Etat et sont publiés au journal officiel.

DBO₅ : Demande Biochimique d'Oxygène. La DBO constitue une mesure de la pollution des eaux par les matières organiques. Tout rejet de matière organique fermentescible provoque une réduction de la teneur en oxygène dissous par dégradation sous l'action des bactéries aérobies. La DBO s'exprime en milligrammes d'oxygène par jour et par habitant, nécessaire pour oxyder les effluents rejetés dans un cours d'eau, par chaque habitant ou une agglomération. On la mesure dans des tests normalisés après 5 jours d'oxydation des matières organiques.

Equivalent Habitant : c'est une unité arbitraire de mesure de la pollution organique des eaux, permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration et fondée sur une estimation des quantités moyennes de matières organiques fermentescibles rejetées chaque jour par habitant, calculée en DBO₅. En France, on estime qu'un équivalent habitant correspond, en moyenne, à une charge organique biodégradable ayant une DBO₅ d'environ 60 grammes par jour. Un groupe de 20 personnes rejette donc une charge de DBO₅ de 1,2 kg/j.

Eaux usées domestiques ou assimilées : elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, au titre de l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont les eaux ménagères (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes (provenant des WC).

Eaux de vidange des piscines : La vidange d'une piscine privée est soumise à réglementation. La loi du 3 juin 1994 indique qu'une dérogation est possible pour évacuer les eaux dans le réseau d'assainissement collectif (sous conditions particulières). En cas d'impossibilité, le particulier doit faire appel à un vidangeur professionnel ou réutiliser l'eau pour l'arrosage de son jardin. L'évacuation à même le sol est une autre possibilité, mais le propriétaire du fond voisin peut réclamer une réclamation pour le trouble de jouissance de son bien, même en l'absence de dommage. Enfin, le déversement d'eau de piscine en pleine nature peut constituer une infraction à l'article L.221-2 du Code de l'Environnement.

Filière (ou dispositif) d'ANC : C'est l'ensemble des organes qui permettent la collecte, le pré-traitement, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques. Les éléments qui composent la filière sont définis par arrêté ministériel.

Immeuble : immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment les habitations, constructions et locaux affectés à d'autres usages que l'habitat, qu'ils soient temporaires ou permanents.

Tout immeuble existant ou à construire, affecté à l'habitation ou à un autre usage, et qui n'est pas raccordé à un réseau public de collecte des eaux usées, doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif, destinée à collecter et à traiter les *eaux usées domestiques* qu'il produit, à l'exclusion des eaux pluviales et des eaux de piscine.

Ne sont pas tenus de satisfaire à cette obligation d'équipement, quelle que soit la zone d'assainissement où ils sont situés :

- les immeubles abandonnés ; est considéré comme tel par le SPANC, un immeuble abandonné dont l'abonnement à l'eau potable est résilié ou, à défaut, un immeuble dont la commune atteste qu'il est abandonné.
- les immeubles, qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

- les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

Milieu hydraulique superficiel : On désigne sous ces termes, les rivières, ruisseaux, mares, et zones humides (de type prairie, tourbières, ...).

Mission de contrôle de l'assainissement non collectif : Les modalités d'exécution de cette mission sont définies par l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif au contrôle de l'assainissement non collectif ou toute réglementation ultérieure.

La mission de contrôle, qui incombe au SPANC, vise à vérifier que les installations ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur : Si le milieu récepteur est un cours d'eau, le propriétaire peut être privé ou public (cours domaniaux ou berges publiques). En général, le gestionnaire d'un cours d'eau est un syndicat de rivière, quand il existe, mais d'autres acteurs (AAPPMA par exemple) peuvent être concernés par cette gestion. Dans tous les cas, il est conseillé de se rapprocher du syndicat de rivière et/ou des services de l'Etat (DDT).

Puits perdu, puisard : Ces termes désignent toute excavations naturelles ou de confection humaine (forage tubé, puits maçonné, doline aménagée, ...) s'enfonçant dans le sol et ayant un usage ou non.

Puits d'infiltration : c'est un ouvrage, de type puits ou forage, conçu et équipé de manière à ce que les eaux usées domestiques puissent subir un traitement adapté pour être évacuées dans le sous-sol.

Règlement sanitaire départemental : ce document est établi par les services de l'Etat (ARS, ex DDASS)

SPANC : service public d'assainissement non collectif organisé par une collectivité publique (commune ou groupement de communes) à laquelle est confiée la compétence assainissement non collectif et qui assure les missions définies par loi : contrôle des installations et, le cas échéant, entretien, réalisation et/ou réhabilitation d'installations et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations pour la santé publique et l'environnement, sur les différentes filières d'ANC réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations.

Le SPANC ne réalise pas d'étude particulière (étude de filière, étude de sol), il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et ne peut être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation).

Usager du SPANC : l'usager du service public d'assainissement non collectif est, soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'une installation, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit. C'est-à-dire toute personne dont l'habitation n'est pas raccordée au réseau public d'assainissement collectif et bénéficiaire des missions du SPANC.

Zonage d'assainissement : Conformément à la réglementation, la commune fait établir, après enquête publique, un zonage qui définit notamment les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Les zonages d'assainissement sont susceptibles d'évoluer, soit pour répondre aux obligations réglementaires, soit pour s'adapter aux réalités urbanistiques et/ou environnementales.

Annexe 2
Tarification pour les missions du SPANC

| | |
|---|----------|
| 1- Redevance contrôle de bon fonctionnement (1 ^{er} contrôle) : | 90€ HT |
| 2- Redevance contre visite pour contrôle de fonctionnement (contre visite en cas de réserves émises) : | 75 € HT |
| 3-Redevance pour contrôle de conception (en cas d'installation neuve ou de réhabilitation d'une installation existante) | 160 € HT |
| 4-Redevance pour entrave au contrôle : | 180 € HT |
| 5-Redevance pour analyses : | 30€ HT |
| 6-Contrôle ponctuel (hors contrôle de bon fonctionnement -1-. en cas de vente d'une maison : | 140 € HT |

Toutes les redevances sont soumises à la TVA à 5,5%, en sus des tarifs indiqués ci-dessus.

La commune de BARNAS déduit aux tarifs 1 et 3, l'aide qui peut être octroyée suivant convention, pour la période du 01/01/2012 au 30/03/2013.

Délibération du 07 NOVEMBRE 2011 fixant les tarifs de la redevance d'assainissement non collectif ;
Les tarifs pourront être modifiés sur décision du conseil municipal dans le cadre de l'approbation d'une nouvelle délibération qui annulerait et remplacerait la délibération initiale du 7/11/2011 fixant les tarifs précités.

Annexe 3

Textes réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif

- Arrêtés interministériels du 22 juin 2007 et du 07 septembre 2009 modifiés par l'arrêté du 7 mars 2012 relatifs aux prescriptions techniques applicables,
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle,
- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 relatif à l'agrément des personnes réalisant les vidanges,
- Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi grenelle 2,
- Arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux usées traitées pour l'irrigation,
- Avis d'agrément publiés au Journal Officiel de la République française,
Le présent règlement approuvé par délibération du
Délibération du 07 NOVEMBRE 2011 fixant les tarifs de la redevance d'assainissement non collectif,

Code de la Santé Publique

Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,
Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,
Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,
Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif,
Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,
Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.
Article L.1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC

Code Général des Collectivités Territoriales

Article L.2224-8 : missions obligatoires ou optionnelles en matière d'assainissement non collectif,
Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,
Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,
Article L.2224-12 : règlement de service,
Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,
Article L.5211-9-2 : transfert du pouvoir de police à un EPCI à fiscalité propre pour réglementer l'activité liée à l'assainissement non collectif,
Article R.2224-19 concernant les redevances.

Code de la Construction et de l'Habitation

Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif,
Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur,
Article L.271-4 : document réalisé lors du diagnostic technique de l'ANC annexé à la promesse ou à l'acte de vente.

Code de l'Urbanisme

Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,
Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.
Article R.431-16 : attestation de conformité du SPANC à joindre à une demande de permis de construire.

Articles L.421-6 et R.111-8 : conformité de l'assainissement pour l'accord d'un permis de construire.

Code de l'Environnement

Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,
Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,
Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Textes non codifiés

Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
Décret n°2003-462 du 21 mai 2003, article 7 : amende applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux et municipaux concernant les installations d'assainissement non collectif.

Le cas échéant :

- arrêté préfectoral ou municipal concernant ces dispositifs,
- articles du règlement du POS ou du PLU applicables à ces dispositifs,
- arrêté(s) de protection des captages d'eau potable situés dans la zone d'application du règlement,
- le règlement sanitaire départemental,
- toute réglementation nationale ou préfectorale à venir sur l'assainissement non collectif et/ou modifiant les textes législatifs et réglementaires visés dans le présent règlement.

Annexe 2 - Règlement d'assainissement collectif

Envoyé en préfecture le 27/11/2015

Reçu en préfecture le 27/11/2015

Affiché le

ID : 007-210700258-20151125-DEL392015REGL-AU

SLO

Mairie de BARNAS
1 place Saint Théophrède 07330 BARNAS
☎ 04.75.36.40.12 ☎ 09.72.14.99.89
Mèl : mairie.barnas@orange.fr
Site : www.barnas.fr

Règlement du service assainissement collectif

(numéroté pages 1 à 10 + délibération soit 11 pages)

Approuvé par délibération n°39.2015
Du 25 Novembre 2015



REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération 39-2015 du 25/11/2015. Il définit les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant et l'abonné du service.

Dans le présent document :

- **vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement dans le réseau d'assainissement collectif ;
- **La collectivité** désigne la commune de BARNAS dont le siège est sis MAIRIE, 1 place Saint Théophrède 07330 BARNAS et qui est en charge du service d'assainissement collectif.

1- Le service de l'assainissement collectif

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées (collecte, transport et traitement).

1.1 - Les eaux admises

Le réseau d'assainissement collectif a vocation à recevoir les seules eaux usées domestiques : il s'agit des eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, toilettes, salles de bains et installations similaires.

Les eaux pluviales, eaux de source ou souterraines, trop-plein ou vidanges de piscine ne peuvent être rejetées que dans les collecteurs unitaires ou dans les collecteurs pluviaux spécifiques. Les conditions de rejet sont fixées au cas par cas par la collectivité responsable.

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la collectivité, les eaux usées autres que domestiques (industries, artisans, hôpitaux, etc.) peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement, une convention entre l'abonné et la collectivité précisant alors les prescriptions techniques et les prescriptions de rejet à respecter.

Vous pouvez contacter à tout moment **la collectivité** pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire.

1.2 - Les engagements de **la collectivité**

La collectivité s'engage à prendre en charge vos eaux usées dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement, et vous garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- une proposition de rendez-vous dans un délai de **30** jours en réponse à toute demande pour un motif sérieux, avec respect de l'horaire du rendez-vous,

- une assistance technique et des accueils physiques et téléphoniques aux jours et horaires d'ouverture de la mairie, (lundi, mardi, jeudi et vendredi matin de 7h à 12h) pour répondre aux urgences techniques concernant l'évacuation de vos eaux usées, et en dehors de ces horaires, au numéro d'urgence et/ou de permanence apposé sur le panneau officiel de la mairie.
- une proposition de rendez-vous sur place à réception de votre demande de création de branchement, avec l'entrepreneur de votre choix, pour définir le tracé et les prescriptions techniques de raccordement,
- un rendez-vous sur place sous **10** jours après la fin des travaux et avant la mise en service de votre branchement, pour vérification de la conformité des travaux aux prescriptions techniques.

1.3 - Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à respecter les règles d'usage du réseau.

Ces règles vous interdisent :

- de causer un danger pour le personnel d'exploitation,
- de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
- de créer une menace pour l'environnement,
- de raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre.

En particulier, vous ne devez pas rejeter :

- le contenu de fosses septiques et/ou les effluents issus de celles-ci,
- les déchets solides tels que ordures ménagères, y compris après broyage,
- les graisses,
- les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, ...,
- les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc),
- les produits radioactifs
- le rejet des eaux de piscine et des eaux de source ou souterraines

Vous ne devez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la collectivité et de l'exploitant.

Les cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement sont soumis au pouvoir de police de M. le Maire.

1.4 - Les interruptions du service

La collectivité est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, elle peut être tenue de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, l'exploitant vous informe au moins 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).

L'exploitant ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure.

1-5 - Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a la connaissance, l'exploitant doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences éventuelles correspondantes.

2- Votre contrat d'abonnement

Pour bénéficier du service de l'assainissement collectif, c'est-à-dire être raccordé au système d'assainissement collectif, vous devez souscrire un contrat d'abonnement.

2-1 - La souscription du contrat d'abonnement

Pour souscrire un contrat d'abonnement, il vous suffit d'en faire la demande par courrier (courrier électronique accepté à mairie.barnas@orange.fr) auprès de la collectivité. Vous recevez alors le règlement du service et les conditions particulières de votre contrat.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" vaut acceptation des conditions particulières du contrat de déversement et du règlement du service de l'assainissement collectif. Cette facture correspond à l'abonnement pour la partie restant à courir de la période en cours.

Votre contrat de déversement est souscrit pour une durée indéterminée et prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux,
- soit à la date de mise en service du raccordement en cas de nouveau raccordement.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat de déversement font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978.

2-2 Si vous logez en habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place avec le distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat avec le service de l'assainissement.

S'il n'y a pas d'individualisation des contrats de distribution d'eau potable, le contrat de déversement de votre immeuble prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement de l'immeuble et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

2-3 - La résiliation du contrat d'abonnement

Vous pouvez résilier votre contrat à tout moment par lettre simple recommandée avec un préavis de 30 jours.

La collectivité effectuera alors la relève de l'index de votre compteur d'eau potable en votre présence.

Une facture d'arrêt de compte vous sera alors adressée, comprenant les sommes restant dues, déduction faite des sommes versées à l'avance, composées de l'abonnement de l'année en cours et d'une part variable basée sur votre consommation réelle telle que relevée au compteur.

En cas de déménagement, vous devez impérativement respecter le préavis ci-dessus. Tant que le compteur d'eau potable n'a pas été relevé, vous êtes seul redevable de la redevance d'assainissement correspondante.

3- Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures par an (mai et septembre). L'une correspondant à l'abonnement annuel (part fixe), la seconde est établie à partir de votre consommation d'eau potable.

3-1 - La présentation de la facture

Votre facture initiale :

- le montant de la PFAC (lors du raccordement)
- le taux de tva et le montant de la TVA au taux en vigueur

Les factures annuelles comportent :

- Le montant annuel de la part fixe (abonnement)
- une partie variable, en fonction de votre consommation en eau potable
 - les redevances aux organismes publics qui reviennent à l'Agence de l'eau (redevance de modernisation des réseaux de collecte).

Hormis la redevance PFAC, tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3-2 - L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés :

- par décision de la collectivité, pour sa part,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé des changements de tarifs par affichage en Mairie de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Toute information est disponible auprès de la collectivité.

3-3 - Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite inscrite sur la facture.

Le tarif se décompose en :

- Une participation dénommée PFAC, lors du raccordement initial, au réseau d'assainissement collectif
- une part fixe valant abonnement pour l'année à venir, correspondant aux charges fixes du service et exigible pour chaque logement, calculée sur l'année civile en cours.
- une part proportionnelle, calculée chaque année, de septembre N-1 à août de l'année N, année de facturation, en fonction du relevé de la consommation d'eau potable.

En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours d'année), l'abonnement vous est facturé ou remboursé au *pro rata temporis* de la durée précitée.

Si vous êtes alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'une ressource qui ne dépend pas d'un service public (eaux pluviales récupérées, puits, forages, sources, etc.), vous êtes tenu d'en faire la déclaration en Mairie et d'installer un système de comptage des volumes rejetés dans le réseau d'assainissement, selon les modalités fixées par délibération de la collectivité.

Dans ce cas, la redevance d'assainissement collectif applicable à vos rejets est calculée conformément à la décision de la collectivité.

Dans le cas de l'habitat collectif, quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau potable a été mise en place avec le distributeur d'eau, les règles appliquées à la facturation de l'eau potable sont appliquées à la facturation de l'assainissement collectif de chaque logement.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à la collectivité sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion, ainsi par exemple :

- des règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par le comptable public en charge de la collectivité, Trésorerie de THUEYTS),
- un recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis.

3.4 - En cas de non paiement

La trésorerie de THUEYTS reste chargée de recouvrer les sommes dues par toutes voies de droit.

3.5 - Les cas d'exonération

En cas de consommation anormalement élevée suite à une fuite non apparente située sur vos installations d'eau potable après compteur, vous pouvez demander un dégrèvement partiel sous réserve :

- de produire une facture de réparation de la fuite,
- qu'il n'y ait pas faute ou négligence manifeste de votre part,
- que vous n'ayez pas bénéficié d'un tel dégrèvement au cours des dix dernières années.

3.6 - Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction civile.

4- Le raccordement

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement.

4.1 - les obligations de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de la collectivité. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1-2 du présent règlement.

En application du Code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est **obligatoire** quand celui-ci est accessible à partir de votre habitation, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Pour les eaux usées domestiques :

- **Pour les constructions existantes lors de la mise en service du réseau**, le raccordement doit être effectué dans un délai de deux ans après la dite mise en service. Dès cette mise en service et pour une durée de deux ans, si les installations privées n'ont pas été réalisées ou ne sont pas conformes aux dispositions du présent règlement ou si aucune demande de raccordement n'est parvenue à la collectivité, le propriétaire peut être astreint par décision de la collectivité au paiement d'une somme équivalente au montant de la redevance. Les modalités de perception en sont fixées par délibération de la collectivité.

- **Pour les constructions édifiées postérieurement à la mise en service du réseau**, le raccordement doit être effectué sans délai et avant toute occupation de l'immeuble.

A échéance du délai qui lui est imparti par les dispositions ci-dessus, le propriétaire sera redevable d'une contribution pour non-respect de l'obligation légale de raccordement, exigible jusqu'à ce que les travaux soient réalisés. Les sommes perçues et les modalités de leur perception sont fixées par délibération de la collectivité.

Par ailleurs, la collectivité pourra après mise en demeure et quand elle le jugera opportun, effectuer d'office et aux frais du propriétaire les travaux indispensables. Enfin, toute atteinte à la sécurité ou à la salubrité publiques est soumise aux pouvoirs de police de M. le Maire.

Pour les eaux usées autres que domestiques :

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. Cette autorisation de déversement peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré-traitement dans vos installations privées.

4.2 - Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.

Le branchement fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

- la boîte de branchement,
- la canalisation située en domaine public,
- le dispositif de raccordement à la canalisation publique.

4.3 - L'installation et la mise en service

La réalisation du branchement est à la charge du ou des propriétaires soumis à l'obligation de raccordement.

Sauf cas particulier défini ci-après, les travaux sont réalisés par l'entrepreneur de leur choix, dans les conditions fixées par le présent règlement et suivant les prescriptions techniques définies par la collectivité en accord avec le ou les propriétaires.

Lors de la réalisation d'un nouveau réseau, la collectivité peut exécuter d'office les branchements correspondant aux terrains bâtis ou aux voies privées desservant un ou plusieurs terrains bâtis, et s'en faire rembourser le montant – selon des modalités définies par délibération du Conseil municipal – par le ou les propriétaires.

Que le branchement soit ou non muni d'un obturateur, il ne pourra être utilisé qu'après l'accord de la collectivité : elle est en effet seule habilitée à le mettre en service, après avoir vérifié sa conformité aux prescriptions qu'elle a définies. Notamment, des contrôles portant sur la conformité des travaux, la conformité du branchement, le respect des clauses de raccordement ainsi qu'un essai d'étanchéité peuvent être effectués par le service avant remblaiement de la fouille.

4.4 - L'entretien et le renouvellement

La collectivité prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

En revanche, les frais résultant d'une faute de votre part sont à votre charge.

Le renouvellement du branchement est à la charge de la collectivité.

4-5 - La modification du branchement

La charge financière d'une modification du branchement est supportée par le demandeur. Dans le cas où le demandeur est la collectivité, les travaux sont réalisés à sa charge et sous sa responsabilité.

5- Les installations privées

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées avant la boîte de branchement.

5-1 - Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de son choix. Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du Code de la santé publique.

Les rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part), même si le réseau est unitaire, ceci afin de permettre une évolution ultérieure vers un réseau séparatif. Cette disposition ne s'applique pas aux branchements existants à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

L'occupant doit laisser l'accès à ses installations privées à la collectivité pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur et assurer le contrôle de la nature des déversements. Faute de quoi, la collectivité pourra lui imposer – en sus de toutes les autres sommes dont il pourrait être redevable par ailleurs – le paiement d'une contribution pour non-respect d'une obligation légale, exigible dès leur refus avéré, et chaque année par la suite jusqu'à mise en conformité. Les sommes perçues et les modalités de leur perception sont fixées par délibération de la collectivité.

La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

De même, la collectivité peut refuser la mise en service du branchement d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses. Ce refus :

- ne dispense pas le propriétaire de l'obligation de réaliser ses installations privées selon les prescriptions du service,
- ne prolonge pas le délai qui lui est imparti pour ce faire,
- pour les bâtiments neufs, ne l'autorise pas à réaliser une installation d'assainissement non-collectif,
- pour les bâtiments existants à la date de mise en service du réseau, ne le dispense pas du paiement d'une somme équivalente à la redevance en cas de dépassement du délai imparti pour se raccorder (cf. Paragraphe 4.1).

Lors de la création des installations privées, les prescriptions suivantes notamment doivent être respectées :

- assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales ;
- assurer la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées ;
- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires, et ménagers, cuvettes de toilette, ...) ;
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au dessus de la partie la plus élevée de la propriété ;

- s'assurer que les installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle (dispositif anti-reflux, résistance à la pression, etc.) ;
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable ;
- s'assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres).

5-2 - L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement. La collectivité ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

5-3 contrôles de conformité

La collectivité procède au contrôle des installations privées selon les mêmes modalités que pour le contrôle des branchements (cf. Paragraphe 4.3).

En cas de mise en service sans l'accord de la collectivité, toute intervention nécessaire au contrôle des installations privées (mise au jour des canalisations, par exemple) sera effectuée par le propriétaire sous sa responsabilité et à ses frais.

En cas de refus de sa part, il sera considéré comme ayant refusé l'accès à ses installations privées et la collectivité pourra lui imposer – en sus de toutes les autres sommes dont il pourrait être redevable par ailleurs – le paiement d'une contribution pour non-respect d'une obligation légale, exigible dès leur refus avéré, et chaque année par la suite jusqu'à mise en conformité. Les sommes perçues et les modalités de leur perception sont fixées par délibération de la collectivité.

Les contrôles de conformité des installations privées effectués à la demande des particuliers (propriétaires ou abonnés), notamment à l'occasion de cessions de propriétés, sont réalisés aux frais du demandeur, et facturés selon des modalités définies par délibération de la collectivité.

6 - Modification du règlement du service

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité. Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

ANNEXES :

- 1- Demande de raccordement
- 2- Accusé de réception du règlement de service
- 3- Demande de rétractation
- 4- Constat de conformité
- 5- Contrat d'abonnement
- 6- Tarifs fixés par l'assemblée délibérante

ANNEXE 1 Demande de raccordement au Service public d'assainissement collectif de la commune de BARNAS

(à retourner en mairie de BARNAS)

Je soussigné :

.....

(Nom et prénoms)

demeurant à :

.....

(adresse)

demande le raccordement de l'immeuble situé à BARNAS, 07330

.....

(adresse du bâtiment concerné par la demande).

au réseau d'assainissement collectif.

Réalisation des travaux du réseau privé :

- entreprise ou usager :

.....

-Adresse :

.....

- date de réalisation.....

Caractéristiques du réseau :

- nature (PVC, Fonte, autre,...).....

.....

- diamètre intérieur en millimètres.....

.....

- pente du réseau en mètre par mètre

.....

Je m'engage à me conformer en tous points au présent règlement du service d'assainissement dont je reconnais avoir reçu un exemplaire.

Fait à

le

Signature

ANNEXE 2 - Accusé de réception du règlement de service de l'assainissement collectif de la commune de BARNAS

(à retourner en mairie de BARNAS)

Je soussigné :

.....

(Nom et prénoms)

demeurant à :

.....

(adresse)

après avoir demandé le raccordement de l'immeuble situé à BARNAS, 07330

.....

(adresse du bâtiment concerné par la demande).

m'engage à me conformer en tous points au présent règlement du service d'assainissement dont je reconnais avoir reçu un exemplaire.

Fait à

le

Signature

ANNEXE 3 : DROIT DE RETRACTATION

(document à compléter et retourner au service de l'assainissement collectif, mairie de Barnas, dans les délais réglementaires)

Je/nous (**) soussigné(s)

.....

notifie/notifions ma/notre (**) rétractation du contrat d'abonnement au service de l'assainissement collectif de BARNAS :

Contrat conclu le (*):

.....

Nom du/des consommateur(s)

(**):.....

.....

.....

Adresse(s) du/des consommateur(s) (**):

.....

.....

.....

Adresse du branchement dans la commune :

.....07330 BARNAS

Signature du/des abonnés(s) (seulement si le présent formulaire est notifié par écrit) (**):

Date (**):

Signature de/des abonnés :

(**) Biffer la mention inutile.

(**) Champ à remplir par le(s) consommateur(s) lorsque le présent formulaire est utilisé aux fins de rétractation du contrat.

Information :

Le droit de rétractation est réservé aux seuls consommateurs tels que définis par l'article L2253 du code de l'action sociale et des familles.

Pour les contrats non professionnels conclus hors établissement ou à distance, l'usager bénéficie d'un droit de rétractation de **14 jours** à compter de la conclusion du contrat.

L'usager qui souhaite exercer son droit de rétractation alors que l'exécution du contrat a commencé, à sa demande pendant le délai de rétractation, sera tenu au paiement des montants correspondants au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter du contrat.

Pour exercer le droit de rétractation, l'usager devra renvoyer au service d'assainissement collectif en MAIRIE DE BARNAS, avant l'expiration du délai de rétractation, par courrier ou mail soit le formulaire de rétractation joint au présent contrat soit une lettre dénuée d'ambiguïté notifiant sa décision de rétractation en indiquant, son nom, son adresse géographique son numéro du contrat et, lorsqu'ils sont disponibles, son numéro de téléphone, son adresse électronique. L'usager peut également demander l'exécution anticipée du service avant expiration du délai de rétractation.

Accusé de réception des informations:

.....

Si vous avez demandé de commencer l'accès au service d'assainissement collectif pendant le délai de rétraction, vous devrez nous payer un montant proportionnel à ce qui vous a été fourni jusqu'au moment où vous nous avez informé de votre rétractation du présent contrat, par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le présent contrat.

ANNEXE 4 - Constat de conformité du raccordement au réseau d'assainissement collectif de BARNAS

(constat à établir au moment du raccordement. Un exemplaire devra être déposé en mairie de BARNAS)

Nom de l'utilisateur :

Adresse :

Adresse du raccordement :
.....
07330 BARNAS

Contrôle de raccordement effectué le :
.....(date)

PAR : Entreprise, opérateur :
.....

adresse :

En présence d'un représentant de la mairie de BARNAS.

Les opérations de contrôles préalables au raccordement au réseau public de vos équipements situés à l'adresse ci-dessus, ont été effectuées :

(rayer les mentions inutiles)

- le contrôle aux fumigènes
- le contrôle aux colorants des installations sanitaires
- le contrôle de raccordement dans la boîte de branchement
- le contrôle d'étanchéité du branchement,
- le contrôle visuel de la tranchée préalablement au remblayage
- la réception des documents conformes
- la réception des photos

La conformité de vos installations selon les exigences du règlement d'assainissement, est avérée.

Le raccordement au réseau public est accepté.

Les contrôles rayés n'ont pas été réalisés. Aussi les éventuelles anomalies liées à ces éléments ne peuvent pas être décelées.

Toute modification de vos installations ultérieurement au procès-verbal, peut remettre en cause le constat de conformité si des infractions étaient décelées lors d'un prochain contrôle.

A Barnas, le

Signature de l'opérateur

Signature de l'utilisateur

Signature du représentant de la mairie de Barnas



CONTRAT d'abonnement au service d'assainissement collectif de la commune de BARNAS

Conseils :

Les bonnes pratiques en cuisine :

- Je récupère les détritiques de nourriture avant de vider mon évier
- Je vide les siphons de sols dans la poubelle avant de les nettoyer
- Je dose mes produits au préalable pour faciliter son utilisation

L'entretien du prétraitement (le cas échéant)

- Je signe un contrat d'entretien avec une entreprise de curage afin de ne pas oublier les interventions
- Je vérifie que la remise en eau de mon prétraitement est réalisée après chaque intervention
- Je réalise un planning d'intervention pour l'entretien d'un bac à graisses sous évier
- Je cure mes canalisations une fois par an pour s'assurer du bon écoulement des eaux

Pour tout autre renseignement je contacte le service d'assainissement collectif au numéro suivant : 04 75 36 40 12

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le service d'assainissement collectif de la Commune de BARNAS sis en MAIRIE DE BARNAS, 1 place Saint Théophrède 07330 BARNAS représenté par Joël LAURENT, Maire, agissant en vertu de la délibération 39/2015 du Conseil Municipal en date du 25/11/2015 désigné ci-après par « la Collectivité »..... d'une part,

ET

.....(nom de l'abonné)

désigné ci-après par l'«Abonné» d'autre part,

Adresse :

Tél :

Mail.....

Adresse de facturation si différente

Cet abonnement est destiné aux besoins domestiques de ...personnes

L'abonné déclare avoir pris connaissance des tarifs en vigueur au jour de la signature du présent contrat. Il s'engage à se conformer au règlement du service de la régie assainissement dont un exemplaire lui a été remis sans préjudice des voies de recours de droit commun. Le contrat d'abonnement entre en vigueur lors du raccordement de l'immeuble au réseau d'assainissement réalisé dans les conditions prévues au règlement du service susvisé.

Service d'Assainissement Collectif • MAIRIE DE BARNAS, 1 place Saint Théophrède • 07330 BARNAS
Tél. +33 (0)4 75 36 40 12 • Fax +33 (0)9 72 14 99 89
• mèl : mairie.barnas@orange.fr

Page 1 (contrat abonnement)

Il est convenu ce qui suit :

1 - Dispositions générales

Un abonnement au service d'assainissement collectif désigné ci-dessus est souscrit par l'abonné dans les conditions définies par le présent contrat pour la desserte de l'immeuble sis à BARNAS, à l'adresse suivante:

.....

.....

2 – Modalités de paiement

L'abonné est informé que ses factures relatives au service d'assainissement collectif seront établies comme suit* :

- Par deux facturations annuelles en mai et en octobre (paiement en numéraire, par chèque bancaire, par carte bancaire auprès de la Trésorerie de Thueyts, rue Pouget 07330 THUEYTS)

3 – fin de contrat

L'abonné qui souhaite mettre fin à son contrat doit en informer au moins sept jours avant la date souhaitée, la Mairie de Barnas, service assainissement collectif, sise 1 place Saint Théophrède 07330 BARNAS.

Fait à.....

.le.....

Lu et approuvé ,

L'abonné

Le Maire,

Joël LAURENT

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 – CONFORMITE DE RACCORDEMENT

La propriété de l'abonné doit être raccordée au réseau public d'eaux usées avec séparation des eaux usées et des eaux pluviales jusqu'en limite de propriété.

Un contrôle de ce raccordement doit être réalisé par le service Assainissement en vue d'obtenir une attestation de conformité des branchements.

En cas de non-conformité, une augmentation de 100% de la redevance assainissement pourra être appliquée.

ARTICLE 2 – PRETRAITEMENT OBLIGATOIRE (BAC A GRAISSES)

Les rejets, autres que les eaux domestiques (rejets liés à des activités commerciales particulières) doivent être obligatoirement équipés d'un prétraitement des eaux usées avant rejet au réseau public d'eaux usées. Ce prétraitement ne doit en aucun cas collecter des eaux sanitaires de l'établissement. Une étude diagnostique sera obligatoire pour définir le type et la taille du prétraitement adapté à l'activité. En cas de changement d'activité, une nouvelle étude diagnostique devra être réalisée pour s'assurer que le prétraitement présent est toujours adapté.

ARTICLE 3 - ENTRETIEN DES PRETRAITEMENTS

L'entretien et le bon fonctionnement des prétraitements sont à la charge de l'abonné. La fréquence d'entretien devra respecter les prescriptions du fournisseur. Le curage et la remise en eau, qui sont obligatoires, doivent être réalisés par une entreprise extérieure agréée.

ARTICLE 4 – DECHETS LIQUIDES

Les déchets liquides (huiles alimentaires, produits acides ou basiques ...) issus d'activités commerciales particulières) devront être collectés par une société agréée, et en aucun cas rejetés dans le réseau public d'eaux usées sous peine de poursuites

ARTICLE 5 - PRODUITS D'ENTRETIEN/DECHETS SOLIDES

Il est strictement interdit d'utiliser tout additif ou biocide entraînant des difficultés dans le réseau public d'eaux usées ou y déverser des déchets solides qui seraient de nature à obstruer le réseau de transfert.

**ANNEXE 6 : tarifs votés par l'assemblée
délibérante
(délibération annexée à la page 10 du
présent règlement)**

**Délibération n°38-2015
Du 25/11/2015**

GLOSSAIRE

Assainissement autonome = assainissement non collectif = assainissement individuel :

Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Assainissement collectif :

Système d'assainissement comprenant un réseau public de collecte des eaux usées réalisé par la commune.

Assainissement petit collectif indépendant :

L'assainissement collectif de proximité est destiné à l'habitat regroupé, mais trop éloigné pour être connectés au réseau collectif. Le système de traitement s'inspire des techniques de l'assainissement autonome : il comporte le plus souvent une fosse ou un décanteur-digester qui assure le prétraitement suivi d'un système d'épandage qui assure une épuration complète et permet l'évacuation des effluents vers le milieu naturel. Il sera pris en charge par la collectivité comme tout assainissement collectif.

Eaux usées :

Ensemble des eaux ménagères (cuisines et salles de bains) et des eaux vannes (WC)

Effluents :

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement

EH = équivalent-habitant :

L'équivalent-habitant correspond à la pollution rejetée en moyenne par un habitant, soit 60 g de DBO5 (Demande biochimique en oxygène sur 5 jours) et 150 litres d'effluents par jour.

Filière (ou dispositif) d'assainissement autonome :

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement (épuration) du sol naturel ou reconstitué.

Hydromorphie :

Présence d'eau permanente ou temporaire à faible profondeur.

Perméabilité :

Capacité d'un sol à infiltrer des eaux.

Commune de BARNAS

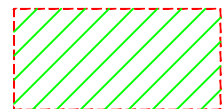
PLAN DEP Zonage d'assainissement communal

(Extrait des cartes IGN
n°2837E, 28370 et 28380T)

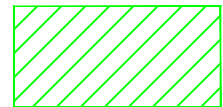
Echelle : 1 / 25 000



Limite communale



Zone en assainissement
collectif projeté



Zone en assainissement
collectif



Zone en assainissement
autonome

